Agence Française de Développement

document de travail

août 2007 | 45

Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005

Jean-Pierre Olivier de Sardan, (sardan@ird.ne),
directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS

Avec la participation de M. Ali Bako, E. Guillermet, O. Hamani, Y. Issa, M. Koné et M. Moha

LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local), Niamey

Contact : Nicolas Meisel, AFD (meiseln@afd.fr)

Département de la Recherche

Agence Française de Développement
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche

5 rue Roland Barthes
75012 Paris - France
www.afd.fr

ISSN 1954-3131

Sommaire

1.	**Introduction**	**3**
2.	**Les économies locales à la veille de la crise**	**6**
2.1	Trois systèmes	6
2.2	Des caractéristiques communes à ces trois systèmes	7
3.	**La crise de 2005 et sa perception**	**9**
3.1	Une crise pastorale sévère et oubliée	9
3.2	Une crise agricole comme une autre et à la suite des autres	9
3.3	Une crise de marché exceptionnelle	10
3.4	Le système d'alerte précoce sur le terrain	11
4.	**Les stratégies locales de gestion de la crise de 2005**	**13**
4.1	Les migrations	13
4.2	Le salariat agricole	14
4.3	Les autres activités génératrices de revenu	15
4.4	Emprunter, quémander…	16
4.5	La vente de biens	18
4.6	Le changement du régime alimentaire	19
4.7	La combinaison des stratégies	20
5.	**Les modalités de distribution des aides, les perceptions et stratégies locales face à ces aides**	**21**
5.1	Les mécanismes de routine de prévention des crises alimentaires	22
5.2	Les secours et aides alimentaires exceptionnels en 2005	26
5.3	Quelques effets transversaux inattendus	39
6.	**Conclusion : les bénéficiaires de la crise, plus deux paradoxes, et une hypothèse**	**43**
6.1	Les bénéficiaires de la crise	43
6.2	Le paradoxe de la lutte contre la pauvreté	45
6.3	Le paradoxe de la malnutrition infantile	47
6.4	Une hypothèse : l'aide extérieure massive est finalement restée secondaire	48
	Bibliographie	**49**

Annexes :

Les six rapports pays (Bambey, Roumbou, Tirmini, Olléléwa, Guidan Roumji et Tondikiwindi) sont disponibles sur le site internet de l'AFD sous forme d'annexes autonomes du Document de travail n° 45.

1. Introduction

Le Niger a subi en 2005 une grave crise alimentaire. Si, du fait de la mobilisation internationale médiatique massive, les rapports, diagnostics, recommandations et évaluations n'ont pas manqué dans les mois suivant la crise, fort peu de données intensives de terrain ont été produites de façon rigoureuse, au plus près des pratiques et des représentations des principaux acteurs concernés, à savoir les paysans des villages frappés par la crise alimentaire. L'objectif principal de ce programme de recherche, mené par le LASDEL sur financement de l'AFD, consistait à proposer un bilan de la crise « vue d'en bas », à partir d'enquêtes fraîches, en s'appuyant sur le savoir-faire méthodologique du LASDEL.

A ce jour, l'étude menée par le LASDEL reste donc la seule tentative du genre qui, aussi loin que possible de tout parti pris ou de toute polémique, opère une relecture de la crise alimentaire de 2005 telle qu'elle a été vécue par les villageoises et les villageois d'un certain nombre de sites répartis à travers le pays[1].

En effet, nous avons choisi six sites afin de mener des recherches de terrain de type socio-anthropologique : Bambey, Roumbou, Tirmini, Olléléwa, Guidan Roumji, Tondikiwindi. Tous sont situés dans des zones considérées du point de vue de la production agricole comme « vulnérables » ou » très vulnérables » par le système d'alerte précoce (SAP) (ce sont les services de l'agriculture, qui assurent la collecte des données). Tous ont été frappés par la crise de 2004-2005. Tous ont bénéficié de diverses formes de secours, distribués par la Cellule crise alimentaire (CCA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et bien d'autres intervenants. Sans prétendre à une quelconque représentativité statistique, nous avons tenté de couvrir un éventail de situations variées. Les principaux foyers connus de la crise alimentaire ont été privilégiés dans le choix des sites. Les régions de Maradi, Zinder, Tahoua et Tillabéri sont ainsi représentées. Les enquêtes ont porté sur des chefs-lieux de communes rurales, mais des villages périphériques ont été autant que possible l'objet de la recherche, ainsi qu'une petite ville (Guidan Roumji). Nous sommes restés dans la zone agricole du Niger (où ont été constatés les principaux déficits alimentaires), mais en prenant en compte des espaces de contact avec la zone pastorale, elle aussi touchée, mais d'une autre façon, par la crise (sites de Bambey, Roumbou, Olléléwa).

Dans chaque site, un chercheur du LASDEL (ou associé) et un assistant de recherche (de niveau maîtrise) ont séjourné pendant 15 jours (courant 2006), menant de nombreux entretiens (entre autres auprès de familles considérées localement comme particulièrement vulnérables, mais aussi auprès de l'ensemble des acteurs et « groupes stratégiques » concernés : paysans moyens, notables, commerçants, agents des projets, fonctionnaires, etc.), recueillant des études de cas et procédant à diverses observations[2]. Pour chaque site un rapport a été rédigé.

Ce document de travail est une synthèse qui s'appuie sur les six rapports de sites et diverses séances de travail de l'équipe. Il intègre également les données produites sur un septième site (Madarounfa), toujours par le LASDEL, mais cette fois dans le cadre d'une étude financée par Médecins sans frontière (MSF)[3]. Ce site, proche de Maradi, a en effet la particularité d'être celui où les plus forts taux de malnutrition infantile ont été détectés en 2005 par MSF, alors qu'il s'agit d'une zone considérée comme un « grenier du Niger », généralement peu touchée par les déficits agricoles.

[1] Au niveau général, un excellent bilan a été proposé par l'équipe de l'IRAM animée par Johny Egg (Egg et al., 2006).

[2] Pour de plus amples informations sur la notion de « groupe stratégique » et la méthode employée, cf. Bierschenk et Olivier de Sardan, 1997.

[3] Cf. Koné, (2006) (les citations extraites de ce texte seront référées sous la forme de : Koné, rapport Madaroufa). Une enquête collective du LASDEL, préparant les enquêtes par sites pour l'AFD, a d'ailleurs eu lieu à Madarounfa en prélude à l'enquête de Mariatou Koné.

Tableau 1. Présentation des sept sites assortis de leurs différentes caractéristiques

Sites	Chercheur responsable (auteur d'un rapport)	Assistant de recherche	Région (département)	Ventes ou locations de terres (mil)	Présence importante d'éleveurs transhumants	Vulnérabilité selon SAP
Olléléwa	Mahaman Ali Bako	Kalilou Seydou	Zinder (Tanout)	non	oui	entre moyennement vulnérable et très vulnérable
Tirmini	Elise Guillermet	Issaka Oumarou	Zinder (Mirriah)	non	non	moyennement vulnérable
Roumbou	Mahaman Moha	Ibrahim Saadou	Maradi (Dakoro)	non	oui	très vulnérable (village déficitaire à 100 %)
Madarounfa	Mariatou Koné	Mahaman Moha	Maradi (Madarounfa)	oui	un peu	pas de déficit
Guidan Roumji	Issa Younoussi	Issaka Oumarou	Maradi (Guidan Roumji)	oui	un peu	déficitaire à plus de 50 %
Bambey	Oumarou Hamani	Abdoutan Harouna	Tahoua (Tahoua)	non	un peu	40% des villages déficitaires du département sont dans la commune
Tondikiwindi	Mariatou Koné	Hassane Moussa	Tillabéri (Ouallam)	non	un peu	très vulnérable (déficitaire à 95 %)

Le tableau 1 présente donc les sept sites en question et résume quelques-unes de leurs caractéristiques[4]. On trouvera également une carte des zones vulnérables et une carte permettant de situer les sites.

Schéma 1. Carte de vulnérabilité 2004-2005

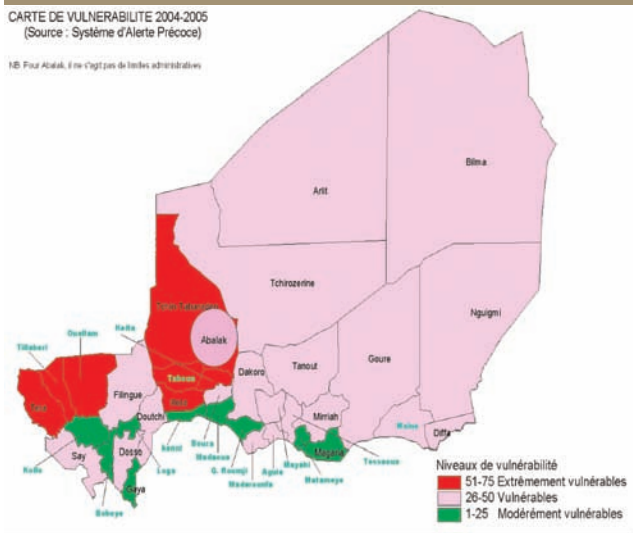

Schéma 2. Les sites de recherche du LASDEL

[4] Certes, ces sept sites ne peuvent à eux seuls résumer la grande variété des situations locales qui existent au Niger, et il est clair que le travail de l'équipe a certainement ignoré ou minimisé le rôle d'acteurs, d'institutions ou de pratiques diverses, simplement parce qu'ils ne figuraient pas de façon significative dans les communes étudiées. Cependant, l'expérience collective acquise à travers nos nombreuses enquêtes et, en particulier, l'Observatoire de la décentralisation du LASDEL qui porte, quant à lui, sur 16 autres sites à travers le pays, nous indique que les principales conclusions de ce travail ont une validité générale, même s'il peut y avoir ici ou là des exceptions notables.

Il nous faut également faire état de certaines difficultés rencontrées lors de ce travail.

Tout d'abord, la question des « crises alimentaires » étant devenue au Niger, depuis 2005, un sujet « chaud », très politique (cf. les reproches du gouvernement à l'égard du PAM en novembre 2005 ou l'expulsion de journalistes de la BBC en 2006), les autorités ne voyaient pas d'un bon œil des enquêtes sur ce sujet. Les réticences ont été nombreuses dès lors qu'il était question de vulnérabilité agricole et de déficit vivrier.

Ensuite, divers agents d'ONG ont été peu coopératifs, voire hostiles. Même des salariés de MSF, organisme qui pourtant avait commandité notre étude sur Madarounfa, ont refusé de répondre à nos enquêteurs.

Enfin, certains commerçants (il s'agit souvent de personnes liées à l'aristocratie locale) ont manifestement éludé nos questions sur des thèmes tels que le prêt à crédit, la mise en gage ou la revente des aides.

Nous avons donc été perçus par un certain nombre d'acteurs comme des « gêneurs », que ce soit du côté des notables, des autorités ou des ONG, ce qui semble prouver que la transparence et la sérénité ne sont pas totales sur ces questions, ni chez les uns ni chez les autres… Mais ceci ne doit pas nous faire oublier que la plupart des acteurs de la crise (la très grande majorité des populations concernées tout d'abord, mais aussi de nombreux acteurs institutionnels) ont au contraire facilité nos recherches, et nous les en remercions[5].

Nous synthétiserons les résultats des sept études de sites sous les cinq rubriques suivantes :

- les économies locales à la veille de la crise ;
- la crise de 2005 et ses perceptions ;
- les stratégies locales de gestion de la crise ;
- les modalités de distribution des aides, les perceptions et stratégies locales face à ces aides (et quelques effets transversaux inattendus) ;
- les bénéficiaires de la crise, plus deux paradoxes et une hypothèse.

[5] En particulier, nous sommes reconnaissants à Seidou Bakari, coordonnateur de la CCA, et à Elsa Delcombel, assistante technique à la CCA, pour leurs critiques et leurs remarques détaillées sur une version antérieure de ce texte.

2. Les économies locales à la veille de la crise

A travers l'ensemble de nos sites d'enquête, trois principaux systèmes socio-économiques peuvent être distingués, à titre de « types-idéaux », jamais purs et toujours enchevêtrés dans la réalité. Ils ne résument certes pas à eux seuls l'ensemble des situations très diverses qui coexistent au Niger, mais ils sont présents à travers tout le pays, de façon très significative.

2.1 Trois systèmes

- *Un système socio-économique à dominante pastorale mobile* (il se combine toujours à une activité agricole minimale).

Hors de sa base (la zone pastorale)[6], dans les zones agricoles et agro-pastorales étudiées, ce système existe en quelque sorte de façon interstitielle, sous la forme d'éleveurs nomades transhumant ou pâturant dans les localités considérées. Ces éleveurs concourent pour une part non négligeable à la production locale de richesses, ne serait-ce que par le rôle qu'ils jouent sur les marchés. On rencontre leur présence en particulier à Bambey, Roumbou, Olléléwa. Ce système connaît des mutations que nous ne décrirons pas ici[7].

- *Un système socio-économique agricole et agropastoral « traditionnel recomposé »*

Il reste fondé sur la culture pluviale du mil sur de grandes superficies (pour l'autoconsommation, mais aussi pour la vente), souvent travaillées dans des hameaux de culture (tunga, en hausa). Il faut souligner le rôle croissant d'autres ressources complémentaires, sylvo-agropastorales (haricots, arachide, calebasses, maraîchage, coupe de bois, etc., ainsi que salariat agricole et élevage de petits ruminants) ou non (portage d'eau, pilage, confection de briques, et surtout migrations). Les ventes et locations de champs de mil restent rares. C'est le cas à Bambey, Roumbou, Olléléwa, Tondikiwindi, Tirmini.

- *Un système socio-économique agricole « spéculatif »*

Les productions y sont de plus en plus centrées sur l'exportation (maraîchage, souchet, sésame, arachide, coton, oignon, etc.). On constate la généralisation de l'usure, de la mise en gage et de la vente des terres, une exclusion des paysans pauvres de la terre (associée à un endettement chronique) et la constitution de grandes propriétés foncières aux mains de commerçants et de fonctionnaires. Madarounfa en est l'exemple typique, le processus est en cours à Guidan Roumji.

Mais la présence de plusieurs systèmes de production ne doit pas faire oublier *l'existence de nombreux traits communs, transversaux à ces systèmes ou présents dans chacun d'entre eux.*

[6] Au Niger, la distinction entre zone pastorale, domaine des « groupements » et « tribus » (peuls, touaregs, arabes, toubous), sans territoire fixe et la zone agricole, divisée en cantons territorialisés, est d'ordre administratif et remonte à la colonisation.

[7] Une étude du LASDEL va commencer fin 2007 sur l'élevage mobile dans l'Est du Niger, pour le compte de l'AFD.

2.2 Des caractéristiques communes à ces trois systèmes

Une subsistance assurée par le mil, mais qui est entrée dans une crise structurelle

Dans tous les cas, le mil reste la base de l'alimentation en milieu rural. Mais, même dans les bonnes années, la production globale est désormais insuffisante sur tous les sites. De façon chronique, les réserves familiales (greniers) ne permettent pas d'assurer l'alimentation pour une année entière dans la grande majorité des unités de production, sauf année exceptionnelle. La production pluviale de mil est entrée depuis quelques années dans un cycle de rendements décroissants (épuisement des terres, fin des jachères, irrégularités pluviométriques). Les difficultés de la période de soudure deviennent donc de plus en plus aiguës chaque année. La crise de 2004-2005 n'a été qu'un pas de plus dans une succession d'années déficitaires[8]. L'autosuffisance alimentaire appartient au passé. Outre le marché du mil et du sorgho, très actif, les aliments importés (farine de manioc, riz, pâtes alimentaires) commencent à faire leur apparition.

La recherche de ressources complémentaires au centre des préoccupations du monde rural

Du fait de la production insuffisante de mil pour l'autoconsommation, la survie des ménages dépend donc, pour une part, d'achats de céréales effectués sur les marchés (alimentés par le Nord Nigeria ou les zones excédentaires du pays), ceci de façon structurelle. La « subsistance marchande » est devenue le complément nécessaire de l'autosubsistance, ce qui implique évidemment que les paysans recourent à des activités génératrices de revenu (AGR) exercées en milieu rural, ou qu'ils bénéficient de ressources liées à l'émigration temporaire, vers la Libye, ou vers les pays de la Côte, en particulier le Nigeria ou la Côte d'Ivoire. Cette émigration, essentiellement masculine, joue depuis longtemps un rôle central, et de plus en plus décisif, dans la reproduction économique et sociale des campagnes nigériennes. Autrement dit, dès avant la crise alimentaire de 2005, les « stratégies de débrouille » (*coping strategies*) locales et l'émigration extra-locale faisaient partie des habitudes et des normes en période de soudure pour un grand nombre de ménages ruraux, afin de se procurer l'argent indispensable au mil quotidien.

Une forte pression monétaire

La monétarisation de la vie quotidienne est aujourd'hui très importante, non seulement pour assurer la subsistance familiale par l'achat de nourriture, mais aussi du fait de l'importance de l'argent dans les échanges sociaux, les dons et contre dons, les cérémonies familiales, les formes de reconnaissance sociale (une partie du stock de mil des ménages, même les plus pauvres, est ainsi vendue après la récolte pour satisfaire à de telles obligations). La circulation monétaire est particulièrement forte, il y a une pression permanente pour la recherche de numéraire, pour des usages indissociablement sociaux et alimentaires, et on a même pu parler de « surmonétarisation »[9]. Si cette monétarisation est encore plus accentuée dans le système socio-économique « spéculatif », elle est fortement présente dans le système agricole « traditionnel » en transition, et est loin d'être absente du système à dominante pastorale. L'importance centrale des marchés pour les économies locales est un des indicateurs de ce phénomène.

Des unités de production transformées

De plus en plus, le grand champ collectif traditionnel (en hausa : *gandu*) est morcelé, et les unités de production et de consommation se réduisent à la famille nucléaire (éventuellement polygame). Le mariage des enfants signifie désormais le morcellement du patrimoine foncier familial, mais à des degrés divers (plus accentué vers Maradi). La famille élargie reste certes une unité d'échanges et de relations sociales active, mais elle n'est plus une unité de production.

Le rôle économique des femmes

Les femmes sont des acteurs économiques importants, ayant partout une réelle autonomie budgétaire. Elles sont présentes dans le maraîchage, l'élevage de petits ruminants, le petit commerce. Mais leur place varie selon les sites[10]. L'importance des migrations temporaires, qui sont

[8] Cf. Egg et al. (2006). Pour évoquer le contexte dans lequel la crise de 2004-2005 est intervenue, les auteurs parlent de « crise alimentaire rampante », de « fragilisation des activités agricoles et pastorales », de « lente dégradation du régime alimentaire ».

[9] Cf. Olivier de Sardan, (1999a) ; Raynaut (1977) a le premier attiré l'attention sur l'importance de la circulation monétaire dans la région de Maradi au Niger.

[10] Cf. Doka et Monimart, (2003), qui montrent comment le système socio-économique spéculatif marginalise économiquement les femmes dans la région de Maradi.

essentiellement masculines, accentue encore leur rôle dans les villages désertés par les hommes.

Des projets omniprésents

Dans tous nos sites, comme dans tout le monde rural nigérien, les « projets de développement » font partie depuis longtemps du paysage. Ils injectent des ressources, implantent une architecture institutionnelle (les groupements et comités de gestion, qui servent désormais de tremplin politique à certains acteurs communaux), financent des infrastructures, promeuvent des techniques et induisent des stratégies « assistancialistes » autour de la recherche de captation de la « rente du développement ». Mais, malgré tout, l'emprise des projets sur les sociétés locales reste relativement faible, et leur impact sur les systèmes socio-économiques évoqués ci-avant ne semble pas décisif (sauf exceptions locales) (Olivier de Sardan, 1999*b*).

Des familles plus vulnérables que d'autres

Les sociétés rurales nigériennes sont certes fort pauvres selon les critères internationaux, mais elles sont aussi très inégalitaires (et beaucoup moins « communautaires » que certains le disent). C'est évidemment dans le système socio-économique spéculatif que les inégalités sociales sont le plus affirmées, mais elles sont présentes partout. Autrement dit, les villages nigériens ont tous leurs riches et leurs pauvres. Au-delà de la « pauvreté au sens large » qui touche tout le pays (au sens de moyennes statistiques agrégées : cf. la rhétorique des stratégies de réduction de la pauvreté), chaque commune rurale compte en son sein des « pauvres au sens restreint » (de « vrais pauvres », identifiables par tout un chacun par des signes concrets). Une fraction de la population rurale est incontestablement plus vulnérable que la moyenne[11], et la sémiologie locale en témoigne (en zarma, voir les termes de *alfukaaru, talaka, miskiin, tabante, jangante*…). Les greniers des pauvres ne contiennent du mil que pour 4 ou 5 mois de consommation, même en année normale, et lorsque viennent les pluies ils doivent quémander des semences (ou travailler comme journaliers sur les champs des autres pour en obtenir). Certaines pratiques et certaines stratégies de débrouille sont en quelque sorte « réservées » aux démunis ou aux plus démunis : salariat agricole, bien sûr, ou pilage et portage d'eau pour les femmes, mais aussi, en cas de soudure difficile, cueillette de plantes toxiques ou prise d'un seul repas par jour, par exemple, sans parler de formes ouvertes ou déguisées de mendicité. Les femmes chefs de famille (veuves, divorcées) figurent fréquemment parmi les plus vulnérables.

Telle était donc la situation générale à la veille de la crise alimentaire de 2004-2005 et encore aujourd'hui. En effet, *cette crise n'a été qu'une amplification ponctuelle des problèmes* récurrents que connaît désormais le monde rural nigérien en période de soudure. C'est ainsi qu'elle a été perçue par les populations locales et elles y ont d'ailleurs fait face pour l'essentiel avec leurs stratégies habituelles.

[11] Elle est difficile à estimer, les quelques enquêtes existantes utilisant des méthodes différentes. A titre indicatif, pour la récente enquête INS-SAP-SIMA (2006), 15 % des ménages étaient en 2006 en état d'insécurité alimentaire sévère (p. 35).

3. La crise de 2005 et sa perception

Finalement, il n'y a pas eu qu'une crise, mais trois : une crise pastorale, une crise agricole, et une crise de marché.

3.1 Une crise pastorale sévère et oubliée

> « Les éleveurs ont plus souffert. Ils ont perdu beaucoup d'animaux. C'est surtout dû au manque de pâturage. Tu peux voir un éleveur, malgré les liens qui l'unissent à son troupeau, abandonner quelques têtes parce qu'elles sont terrassées par la faim. » (Un agriculteur, in Moha, rapport Roumbou).

La crise pastorale a été peu médiatisée, sans doute parce qu'elle était moins spectaculaire aux yeux des médias : elle avait peu d'impact sur le régime alimentaire humain et touchait des populations où la malnutrition infantile était moindre que dans le reste du pays (cf. l'importance du lait chez les éleveurs). On ne pouvait parler de « famine » à son sujet. Pourtant, les éleveurs ont vécu une année particulièrement difficile qui, si elle n'a pas atteint les noyaux reproducteurs des troupeaux, a décimé une partie du cheptel et entraîné un important destockage. *Cette crise était pourtant de loin plus prévisible que la crise alimentaire humaine, et ceci dès l'automne 2004*. Le déficit fourrager de l'hivernage 2004 était patent et a d'ailleurs entraîné le départ précoce en transhumance de nombreux troupeaux et une descente vers le Sud beaucoup plus accentuée qu'à l'accoutumée. Les mares se sont asséchées beaucoup plus vite, les pâturages ont été épuisés beaucoup plus tôt, les compléments en paille ou en son sont vite devenus nécessaires.

Les informations disponibles sur la situation très inquiétante des troupeaux n'ont pas donné lieu, de la part des institutions concernées (ministère des Ressources animales et ONG intervenant dans ce secteur), à des réponses appropriées en temps utile[12].

Les risques de mortalité d'un bétail sous-alimenté, et l'impérieuse nécessité où se trouvaient les éleveurs, descendus en masse en zone agricole, de vendre des bêtes pour acheter de la paille (et aussi pour acheter de l'eau), ont provoqué dans certaines zones (en particulier Dakoro, où de nombreux troupeaux se sont trouvés pris au piège) une chute vertigineuse des cours : une vache valant ordinairement 100 000 FCFA à cette saison se vendait 3 000 FCFA ! (Roumbou). Dans d'autres zones, la décote a été plus modérée, de l'ordre de 30 % (Bambey).

3.2 Une crise agricole comme une autre et à la suite des autres

Quant à la crise agricole, autrement dit la crise de la production céréalière dans tous les sites, elle a été plutôt vécue comme une prolongation ou une accentuation d'une série d'années difficiles (sauf à Olléléwa) que comme une « famine » au sens fort, du type de celles de 1984 ou de 1973 qui sont restées dans les mémoires comme des catastrophes nationales.

[12] La CCA a pourtant organisé, dès la fin 2004, des réunions entre partenaires pour proposer de financer des projets de soutien de crise aux éleveurs, mais sans grand succès.

> « Ca fait plusieurs années que les paysans n'ont pas eu de bonnes récoltes dans cette zone, de 1996 à nos jours il y a eu plus de mauvaises que de bonnes récoltes, et le plus gros défi auquel nous faisons face ces dernières années c'est surtout le manque de terres de cultures car il y a de plus en plus de bouches à nourrir et il n'y a pas assez de terres pour tout le monde. » (Le maire-adjoint de Guidan Roumji, in Younoussi, rapport Guidan Roumji)

> Dans une région chroniquement déficitaire comme le Zarmaganda : « pour la plupart des interlocuteurs, les plus pauvres, cette année n'est pas une année de crise ; c'est une année comme toute autre pour eux depuis des décennies ». (Koné, rapport Tondikiwindi). « L'année des criquets [2005] est considérée comme « providentielle » parce que « grâce » aux criquets, la crise que les habitants vivent depuis 1984 ou 1996/1997 a été visible et les secours relativement rapides. » (Koné, rapport Tondikiwindi)

Le terme de « famine » est d'ailleurs, *dans les langues locales*, à géométrie variable, et n'a pas la même connotation systématiquement « lourde » qu'en français. *Yunwa* en hausa, *harey* en zarma, sont traduisibles également par « faim » ou « disette », voir « crise alimentaire »… Les « famines » ou les « crises alimentaires » portent toutes un nom particulier, et ceci depuis bien avant la colonisation[13]. La famine de 1984 a été le plus souvent appelée *el Bohari* (du nom du président du Nigeria de l'époque[14]) à travers le pays, parfois aussi *kantcha kallage* (Bambey) ou *jabba kurru*, « le boubou qui traîne par terre » (Tondikiwindi). Celle de 1974 a porté de nombreux noms : *sha kollale* (Bambey), *sabi borgon ka*, « prends ta couverture » (Olléléwa), *ta mutuwan chanu*, « l'année de la mort des vaches » (Guidan Roumji), *tombola*, « loterie » (Tondikiwindi).

En 2004-2005, diverses appellations locales ont pris forme sans qu'aucune ne l'emporte et se généralise : à Roumbou : « *el Tandja* » (du nom du président du Niger[15]), *may raga* (« grillage », surnom d'une moto devenue populaire à cette époque), *may garin rogo* (« farine de manioc », consommée à cette occasion ou distribuée par certaines ONG), *kowa ciyawa* (« tout le monde cherche la paille » : la ruée sur la paille pour approvisionner les éleveurs ayant marqué les esprits…) ; à Bambey : *ta kurmusu et ka ci kai dai* (« manger seul »), *kare dangyi* et *kare kwazon ka* (ce qui divise ou qui décourage), *dakare* (criquets), *may raga* (en ce cas : « filet », évoquant les criquets) ; à Tirmini, *may raga* (en ce cas, surnom de la moto), *ta zarce* (« continuité », slogan du Président lors de sa réélection), *wa za ka gaya wa* (« qui informer ? »), *kwankotsa kudi* (« les dépenses excessives »), *yanzu nanzo* (« je viens d'arriver ») ; à Madarounfa : *may gilatche* (« celui qui a des lunettes », évocation du Président actuel) ; à Tondikiwindi : *dowa jiire* (« l'année des criquets »), *kaa ir ma maa* (« viens à l'écart qu'on se parle », pour introduire une demande de prêt dans la discrétion)…

Les polémiques qui circulaient à Niamey sur l'existence ou non d'une « famine »[16] ont peu concerné les campagnes, bien qu'elles aient parfois été relayées par les fonctionnaires locaux, en fonction de leurs impressions ou de leur appartenance politique.

La pluviométrie et les criquets sont généralement évoqués comme causes du déficit vivrier de l'hivernage 2004.

Mais ce sont avant tout le manque de céréales disponibles sur les marchés, et son corollaire, la hausse des prix des céréales, qui ont marqué les esprits. La crise alimentaire de 2005 a été avant tout une *crise d'achats de céréales*, autrement dit une *crise de marché.*

3.3 Une crise de marché exceptionnelle

> « Sur une quarantaine de « *en katsare* » (vendeurs de mil), seuls trois fréquentaient ce marché pour vendre quelques trois quatre sacs de mil. » (Un agriculteur, in Moha, rapport Roumbou).

> «…La famine, je ne souhaite pas pour notre pays, la famine c'est quand il n'y a rien sur place, les gens se rabattent sur les fruits sauvages, les racines d'arbres, c'est la famine. On a vu en 1984, en 1973, en 1966 etc. Mais cette année [2004-2005] c'est une

[13] Pour une histoire des famines précoloniales au Sahel, cf. Alpha Gado (1993).

[14] Il s'agit d'une pratique courante, qui identifie un événement par la personne alors au pouvoir, sans qu'on puisse y voir une imputation de responsabilité.

[15] Cf. note 7.

[16] Rappelons que l'existence d'une « famine », proclamée par les ONG puis les médias internationaux, a été longtemps niée par le président de la République, puis reconnue finalement par le Premier ministre (en désaccord sur divers points avec son président), ce qui a ouvert la voie aux distributions massives d'aide alimentaire. Une fois le calme revenu, tout le monde a, de fait, abandonné l'appellation de « famine » considérée comme excessive, et c'est désormais le terme de « crise alimentaire » qui fait l'unanimité parmi les experts et décideurs !

> crise alimentaire, c'est-à-dire que les aliments, les céréales sont rares sur les marchés entraînant du coup une surexploitation de ce que nous avons comme dispositif. » (Le préfet de Dakoro, in Moha, rapport Roumbou)

La gravité indéniable de la situation, à partir de février-mars 2005, semble donc directement imputable à la flambée des cours : le sac de 100 kg de mil, vendu autour de 8 000 ou 10 000 FCFA lors de la récolte, est monté jusqu'à 30 000 FCFA vers mai 2005 (il valait environ 15 000 FCFA à cette même époque l'année précédente), jusqu'à atteindre 35 000 FCFA, parfois même 40 000 FCFA. La *tiya* (mesure de mil valant approximativement entre deux kg et deux kg et demi) qui valait l'année précédente à la même époque entre 350 FCFA et 450 FCFA se vendait à 850 FCFA, 900 FCFA ou 1 000 FCFA.

On sait aujourd'hui que cette flambée des cours a eu pour cause essentielle le fonctionnement « à l'envers » du marché régional des céréales (en particulier, contrairement aux années précédentes, le Nigeria a acheté au Niger au lieu de lui vendre, le Ghana n'a pas livré de maïs comme cela avait été le cas en 2001, année dont le déficit vivrier était du même ordre qu'en 2004, etc.)[17]. La spéculation a joué aussi, au moins pour une part, amplifiée dans un second temps par la médiatisation de la crise et l'arrivée de nombreuses ONG en quête de vivres à acheter :

> « La rareté a été aggravée, en achetant auprès des producteurs pour stocker. A ce niveau, la médiatisation de la crise alimentaire y a contribué : « Il y a des commerçants qui ont constitué des stocks, beaucoup de stocks, ils attendent une chose : les commandes des projets. » (Un administrateur d'Oxfam). » (In Moha, rapport Roumbou).

> « Quand les commerçants ont constaté que le mil était cher et que les paysans s'étaient rabattus sur le riz, ils ont caché le riz. Il y a eu beaucoup de demande, alors ils ont vendu ça cher… » (Un conseiller municipal, in Hamani, rapport Bambey).

> « Elle [la crise] a été un peu plus difficile parce qu'il y a eu une médiatisation qui a fait augmenter le prix des denrées alimentaires mais les secours alimentaires ont vite dissipé cette difficulté. » (Koné, rapport Tondikiwindi).

Quand on sait l'importance de la « subsistance marchande » pour les populations rurales (cf. ci-avant), on comprend les difficultés parfois dramatiques engendrées par cette hausse des prix.

> « L'année passée, tous les gens qui font des petites activités ne peuvent pas gagner de quoi manger en une journée de travail parce que les céréales coûtaient beaucoup plus cher qu'au temps de El Bohari. C'était cher parce que c'est rare sur le marché. Ici au village on n'en trouvait pas l'année passée, il nous faut aller à Maradi. Pendant la crise passée, quand même tu exerces une petite activité, cela ne peut pas te permettre d'assurer de quoi manger à ta famille. Le mil se vendant à l'époque entre 900 à 1 000 FCFA, pour une personne comme moi qui fait une petite activité qui lui rapporte un revenu de 500 à 1 000 FCFA au meilleur des cas, il lui serait difficile de pouvoir payer une tiya par jour. Surtout le jour où on gagne 500 FCFA. C'est à cause de ça que beaucoup de gens ont mangé des feuilles, n'importe quelles feuilles. » (Un paysan marabout, Safo, in Koné, rapport Madarounfa).

La plupart des agents de l'Etat sur le terrain ont été surpris par l'importance de la hausse des prix, dans la mesure où le déficit vivrier en 2004-2005, certes réel, mais localisé, n'avait rien d'exceptionnel et ne laissait pas présager un tel phénomène. Parmi ces agents, à l'intérieur du pays, les plus concernés étaient les agents de l'agriculture, qui sont à la base de la production des chiffres officiels sur les récoltes. Ils n'étaient pas en position de prévoir la crise de marché.

3.4 Le système d'alerte précoce sur le terrain

Le système d'alerte précoce (SAP) fonctionne en effet sur le terrain principalement (mais non exclusivement) à partir des rapports fournis par les districts agricoles. Dans chaque district, l'agent de l'agriculture doit suivre des carrés de rendement, établis dans des champs sur le terroir de villages ciblés. Sur la base de ces données « expérimentales », il extrapole pour évaluer la production globale du district. Ces chiffres remontent alors au comité sous-régional de préven-

[17] Cf. Egg et al. (2006) La situation est caractérisée par les auteurs comme « une crise d'accessibilité sur fond de déficit d'offre », p. 85.

tion et de gestion des crises alimentaires (CSR-PGCA), qui regroupe sous l'autorité du préfet les services concernés (agriculture, élevage, développement communautaire, santé…) et les ONG du département (seulement depuis 2003). En septembre, le comité remplit les fiches d'identification des zones vulnérables, sur la base des informations fournies par les différents services, et les envoie à Niamey, qui fait, en fin d'année, le classement pour tout le pays, sur la base de divers coefficients, agrégations et pondérations. Les zones déclarées vulnérables font alors l'objet de suivis mensuels par le comité sous-régional.

Ces données sont celles qui servent au dispositif national de prévention des crises alimentaires pour mettre en place sa stratégie, et au gouvernement pour appeler éventuellement à l'aide ses partenaires. Une base de données des villages déclarés vulnérables est tenue par la Cellule crises alimentaires (CCA) du cabinet du Premier ministre.

Mais il faut savoir que les chiffres qui arrivent à Niamey venant des comités sous-régionaux (chiffres issus des services techniques, et plus ou moins revus ou « redressés » par les comités) sont loin d'être fiables. En effet, les chefs de districts agricoles, qui sont la première source d'information, ne disposent en général pas de moyens de déplacement pour aller dans les villages procéder aux relevés des carrés de rendement.

Les chefs de district fournissent donc des chiffres qui ne sont pas produits réellement sur la base de ces carrés, mais qui proviennent d'estimations beaucoup plus subjectives, que les agents de l'agriculture recueillent sur quelques marchés ou auprès de quelques chefs de village. Au niveau des comités sous-régionaux, les chiffres des districts sont agrégés mais aussi rectifiés en fonction de divers paramètres (interventions de chefs de canton, de maires, de fonctionnaires de l'Etat, du préfet, de députés, etc.).

Voici le récit du chef de district agricole de Sabon Kafi :

> « Q : Comment se fait le suivi des villages pendant la saison hivernale ?
>
> R : Théoriquement, il y a d'abord la procédure d'identification des villages. On prend un village au hasard, on recense la population, on choisit cinq paysans au hasard comme échantillon et on fait le carré de rendement : 10 mètres sur 10 pour les céréales et 5 mètres sur 5 pour les légumineuses, tout en comptant le nombre de poquets dans chaque carré. Ensuite, il y a le suivi de ces villages pendant la saison hivernale. Normalement, on doit faire un rapport de la situation chaque décade du mois et un rapport mensuel. Au mois d'août, nous faisons un rapport á mi-parcours dans lequel on fait ressortir les coups de sécheresse, les villages qui ont semé en retard, les attaques des ennemis des cultures, les inondations… En ce moment, on évalue pour voir si le paysan est à risque ou pas. En fin de campagne, on évalue la production de chaque carré de rendement, on pèse le poids brut de l'épi de son poids net pour avoir le rendement à l'hectare. Les rapports de différents districts agricoles sont synthétisés et envoyés à Tanout puis à Zinder pour être intégrés dans la synthèse de la région.
>
> Q : Tout au long de votre explication, vous dites « normalement », « théoriquement » ?
>
> R : Oui, parce que, dans la pratique, la direction départementale ne nous donne pas les moyens d'exécuter tout ça. Il y a un manque crucial de moyens, pas de dotation en carburant et d'ailleurs même les 4x4 et les motos ne sont pas fonctionnels.
>
> Q : Comment vous vous débrouillez alors ?
>
> R : Comme on peut, avec les moyens de bord (…). Le plus souvent, par faute de financement de la direction, nous ratons le démarrage des campagnes (…).
>
> Q : Et combien de villages sont déficitaires dans la commune d'Olléléwa ?
>
> R : Officiellement 16.
>
> Q : C'est votre évaluation de la campagne 2004-2005 qui a révélé 16 villages déficitaires ?
>
> R : Bon, je suis désolé, mais je vais vous surprendre : c'est au niveau de la direction départementale de Tanout qu'ils font tout. (… hésitations…) C'est à partir de la synthèse régionale que le SAP nous transmet la liste des villages déficitaires. (…) Dans mon rapport, j'ai mentionné des villages dont les déficits sont dus à des facteurs pédologiques, liés à la fertilité du sol, il y a aussi ceux qui sont déficitaires à cause des facteurs parasitaires. Au niveau du département, quand ils ont tenu leur conseil, ils ont dit que j'ai gonflé les chiffres. Donc, pour la commune d'Olléléwa, de 33 villages déficitaires, ils se sont débrouillés pour ramener le chiffre à 15 villages. Ils ont juste choisi les villages touchés par les coups de sécheresse. » (In Ali Bako, rapport Olléléwa).

Quoi qu'il en soit, après la campagne 2004, les chiffres fournis dessinaient une situation agricole déficitaire, mais non catastrophique, qui ne pouvait permettre de prévoir la flambée des prix qui allait suivre.

4. Les stratégies locales de gestion de la crise de 2005

Face à la flambée des prix, les stratégies habituelles en période de soudure ont été mobilisées, mais avec diverses inflexions en 2005, ainsi que quelques innovations. On peut les regrouper sous les rubriques suivantes : les migrations, le salariat agricole, les autres activités génératrices de revenu, l'emprunt ou le quémandage, la vente de biens, et le changement de régime alimentaire. Bien souvent, les familles combinent ces types de stratégies.

4.1 Les migrations

Elles ont été sans conteste le principal moyen de faire face à la crise conjoncturelle de 2005. Mais il s'agit en fait de stratégies normales, banalisées, généralisées, dans une situation de crise structurelle.

> « Avoir un parent à l'étranger est un signe de « richesse », de sécurité sociale et alimentaire, c'est le signe qu'on a un soutien, un recours sûr en cas de difficulté. C'est pourquoi, chaque famille s'organise pour avoir au moins deux émigrants en son sein (l'un à l'étranger, et l'un vers d'autres régions ou les grandes villes du Niger) ». (Koné, rapport Tondikiwindi).

Toutefois, en 2005, on a pu constater un certain nombre d'aménagements : plus de migrants, partant plus tôt, revenant plus tard, envoyant plus d'argent…

Des migrations plus précoces ou des retours plus tardifs ou différés

> « Dès les mois de septembre et octobre 2004, plusieurs familles se déplacèrent vers le Sud, dans le chef lieu de la région, d'autres ont dépassé la frontière nigéro-nigériane. Ce n'est pas un mouvement classique d'exode qu'on connaît, où les bras valides (les jeunes) peuvent quitter après les récoltes. Cette année-là, c'est autre chose. Quant tu vois un paysan (sédentaire) quitter chez lui avec une partie de sa famille c'est qu'il y a problème. » (Un cadre du service de l'agriculture, in Moha, rapport Roumbou).

Parfois, ce sont les acridiens qui ont été un signal d'alarme, lequel a déclenché des départs précoces (Bambey, Tondikiwindi).

Les retours de migration (normalement souhaités par les familles restées au pays) ont été aussi différés, soit pour avoir moins de bouches à nourrir, soit pour pouvoir bénéficier d'envois d'argent.

> « Certains parents avaient déconseillé à leurs enfants de revenir. » (Le maire, in Hamani, rapport Bambey).

Des migrants inhabituels

> « Je ne savais vraiment pas ce qu'on appelle exode puisque je ne l'avais jamais fait dans toute mon enfance, j'ai toujours vécu ici à Guidan Roumdji (…), il y a eu des famines comme par exemple El Bohari qui s'est passé il y a maintenant 22 ans ou encore El Bare qui n'est pas très loin, mais aucune d'entre elles ne m'avait fait partir d'ici, si ce n'est la famine de l'année dernière, je n'avais vraiment pas le choix puisque je n'avais rien à manger, et donc j'ai été contraint de partir chercher l'argent au Nigeria pour venir nourrir la famille.
>
> Q : Vous êtes parti en exode malgré votre âge, c'est dire que vous n'avez pas d'enfants qui peuvent le faire à votre place ?
>
> R : J'ai un seul grand garçon qui a l'âge de le faire et il est parti il y a longtemps sans jamais nous envoyer quelque chose ni à moi ni à sa maman, je crois que ça fait maintenant près de 6 ans à

> Lagos, mais il n'envoie rien, comme tu le dis donc malgré mon âge je n'avais pas de choix que de me débrouiller moi-même pour pouvoir nourrir la famille, ce n'était pas un choix pour moi d'aller en exode mais plutôt une contrainte que m'a imposée la situation de l'an passé. » (Un « nouveau migrant », in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Une double innovation majeure : le téléphone portable et Western Union

> « D'ordinaire, la communication et les transferts de fonds entre Bambey et les pays de migration s'effectuent par des circuits informels. Il faut toujours attendre le départ d'une tierce personne pour avoir des nouvelles de la famille ou envoyer de l'argent (…). En 2004-2005, la couverture de la zone par le réseau de téléphonie cellulaire a beaucoup amélioré les communications entre le village et les migrants. Des jeunes pleins d'initiatives ont saisi cette opportunité pour ouvrir une sorte de « cabine téléphonique » où les habitants du village peuvent communiquer et « exprimer leurs doléances » directement à leurs enfants. Dès que les parents constataient l'épuisement de leur stock de vivres, ils se rendaient à la « cabine du village » (…). Un coup de fil suffit pour que les migrants se précipitent pour envoyer de l'argent par le circuit formel de transfert d'argent appelé localement « la poste » [il s'agit de Western Union]. Les parents se rendent à Tahoua pour retirer l'argent. La téléphonie cellulaire et « la poste » ont permis de faire face avec promptitude aux sollicitudes des parents (…). D'importantes sommes d'argent ont été injectées dans les familles (…). La mobilisation de réseaux familiaux extérieurs a permis de minimiser les effets de la crise avant le démarrage des opérations de vente et de distributions gratuites. Grâce à l'argent envoyé, certains ménages ont pu s'approvisionner en vivres tant au niveau de la banque de céréales du village (vente à prix modéré) que sur le marché local (Bambey ou Tahoua). » (Hamani, rapport Bambey).

En dehors même de Western Union, mais sur ce modèle, le téléphone portable a permis l'émergence de formes inédites d'envois d'argent, par le biais de commerçants locaux ayant un parent ou un correspondant au Nigeria.

Il nous est impossible de fournir une estimation des sommes ainsi envoyées (elles sont injectées au niveau des ménages), mais on peut raisonnablement penser qu'elles ont constitué la plus importante forme de lutte contre la crise alimentaire de 2005.

4.2 Le salariat agricole

> « Pour pouvoir trouver de quoi manger et nourrir ma famille j'étais contraint d'aller travailler pour les autres, j'ai fait presque tout, y compris le fait de passer dans les champs des autres cultiver pour être payé entre 750 à 1 000 FCFA à la fin de la journée. C'est un travail que je n'ai jamais fait par le passé mais malgré mon âge (55 ans) je n'avais pas trop le choix. Ici, à Guidan Roumji, ce travail a sauvé plusieurs familles pendant la crise et ceux qui ont beaucoup de personnes dans leur famille en ont beaucoup profité. » (Un paysan-artisan, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Appelé en hausa *barema* ou *mantaka*, le salariat agricole est évidemment un indicateur des différences entre familles vulnérables ou très vulnérables (où les hommes doivent s'embaucher comme journaliers) et familles non vulnérables (qui peuvent rémunérer des ouvriers agricoles)[18]. Le prix de la journée (outre le repas de midi fourni) tourne entre 750 FCFA et 1 200 FCFA pour les hommes, ce qui, en 2005, ne permettait d'acheter qu'une tiya de mil. Toutefois, certains paysans riches, ayant des stocks importants (souvent commerçants), ont rémunéré les ouvriers agricoles en nature sur la base habituelle de 2 *tiya* de mil (en l'occurrence beaucoup plus avantageuse ; cf. Guillermet, rapport Tirmini).

Le recrutement des journaliers se fait le plus souvent au niveau du village, mais parfois des hommes vont de village en village pour chercher une embauche. Les journaliers sont eux-mêmes cultivateurs, mais ce travail sur les champs d'autrui se fait évidemment aux dépens du travail sur leurs propres champs (effectué plus tard et plus rapidement).

[18] Cependant, des ménages vulnérables peuvent parfois être obligés de recourir eux-mêmes à des salariés agricoles, en cas d'absence de main-d'œuvre, temporaire ou permanente (pas d'enfants, maladie, veuvage, etc.) : cf. un cas rapporté par Koné, rapport Madarounfa.

> « Je ne fais qu'un mois de labour réel chez moi. Les deux autres mois, je travaille chez les autres. Quand je reviens, l'herbe a poussé, c'est touffu et je n'ai pas assez de force pour labourer. » (Un paysan, in Koné, rapport Tondikiwindi).

On peut assimiler au salariat agricole le salariat domestique des femmes, à savoir le travail rémunéré à la journée ou à la tâche comme pileuses ou porteuses d'eau.

> « Les femmes (…) proposent de piler le mil dans les ménages nantis pour recevoir du son ou une petite quantité de céréales en contrepartie. » (Un animateur communal, in Ali Bako, rapport Olléléwa).

> « C'est un travail que je n'ai jamais fait, mais vu que je n'avais rien pour nourrir mes enfants, j'allais piler pour une femme, c'est une enseignante, elle me paye 2 000 FCFA dans le mois et, à part elle, je travaille aussi pour d'autres personnes et c'est comme ça que j'ai fait pendant la crise pour pouvoir nourrir mes enfants. » (Une femme mariée mère de huit enfants, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

4.3 Les autres activités génératrices de revenu

Les activités génératrices de revenus (AGR) habituelles

Celles-ci sont assez différentes selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes.

Le commerce de condiments et de plats cuisinés, typiquement féminin, a permis comme d'habitude à de nombreuses femmes de trouver le complément d'argent nécessaire. Il en est de même avec diverses activités artisanales (fabrication d'huile d'arachide, tissage de nattes, poterie…) ou de l'embouche de petits ruminants.

La cueillette des feuilles sauvages, activité féminine également (où l'on mobilise aussi les enfants), en général pour l'autoconsommation, est parfois devenue en 2005 un moyen de gagner un peu d'argent : on a, en effet, constaté la vente de *boscia senegalensis* (dilo, anza) sur divers marchés (250 FCFA la tiya à Tirmini).

Les hommes se sont engagés en 2005 dans la coupe, le transport et la vente de bois de chauffe, le pétrissage du banco (argile) et la confection de briques, le puisage d'eau pour les éleveurs, le commerce de produits manufacturés ou d'animaux.

Parfois, une AGR « normale » (délivrant de petits profits parmi d'autres) est devenue une occasion de « surprofits », liée à la situation de crise. Ce fut le cas par exemple en 2005 autour des puits :

> « Quand ils viennent au niveau du point d'eau, imaginez pendant les périodes chaudes (mai-juin), c'est vraiment la bousculade entre éleveurs et ils sont arnaqués par les villageois (gestionnaires des puits), puisqu'il y a des cas où ils demandent 5 000 F CFA pour abreuver une tête de bovin ou de camelin. Il y a eu beaucoup de cas similaires et nous sommes même descendus pour demander aux gestionnaires de bornes fontaines et des puits de laisser tranquillement les éleveurs abreuver leurs animaux et d'appliquer des tarifs raisonnables. » (Le directeur départemental de l'agriculture, in Moha, rapport Roumbou).

La coexistence d'une crise pastorale et d'une crise de marché (achats de céréales) a créé en effet des situations paradoxales d'opportunités de gains et même de « rente » : le ramassage de paille et le boucanage de la viande en sont des illustrations.

> Un éleveur nous confie qu'il a dû vendre beaucoup de têtes pour acheter de la paille. « C'est la première fois de ma vie que j'achète de la paille pour mes vaches. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Les innovations : paille, boucanage

C'est surtout à Roumbou, où le système socio-économique pastoral joue un rôle très important, que l'on a assisté à l'émergence de la collecte et la vente de « paille » (herbe sèche, tiges de mil et de sorgho) comme activité marchande nouvelle, au moins par son caractère systématique et son caractère très spéculatif. En effet, de nombreux troupeaux venus de la zone pastorale se trouvaient en quelque sorte « piégés » dans la région, avec des pâturages épuisés. La quête de paille était devenue pour eux vitale. Les prix de la paille ont atteint alors des sommets invraisemblables : le fagot habituellement vendu à partir de 150 FCFA se vendait dix fois plus cher, à 1 500 FCFA, et a parfois atteint 6 000 FCFA.

Les agriculteurs, eux-mêmes en quête de cash pour acheter des vivres, ont donc trouvé dans la collecte de paille à vendre aux éleveurs une activité particulièrement rémunératrice.

> « Pendant deux mois, nous allons en brousse à la recherche du « *ciyawa* » pour vendre aux Peuls. Par jour, il est possible de faire pour 1 000 FCFA, 1 500 FCFA et même 2 000 FCFA pour les plus débrouillards. C'est avec ça qu'on a tenu jusqu'à l'arrivée des différentes aides. » (Un cultivateur, in Moha, rapport Roumbou).

Il fallait bien sûr aller loin pour se procurer cette précieuse paille, jusqu'à 15 km. Mais la paille de « récupération » s'est aussi vendue :

> « Ce manque de fourrage a fait que pendant la soudure, les tiges des enclos de maison, les vieux greniers, les toits de cases, en un mot tout ce qui est paille, quelle que soit sa qualité, a été vendu aux éleveurs et consommé par les animaux. » (Le secrétaire permanent du CAPONG, in Moha, rapport Roumbou).

La compétition faisait rage pour accéder à cette ressource :

> « Dès que les sédentaires identifient une zone où il y a de la paille, ça devient une chasse gardée, il faut aller nuitamment pour ramasser la paille et si le présumé gardien de la dite paille vous voit, c'est la bagarre. » (Le directeur départemental de l'agriculture, in Moha, rapport Roumbou).

Les profits ont été parfois très importants:

> « Il y avait un Touareg qui a fait un stock de paille très important, dans ce CSI, il a vendu plus de 500 000 FCFA de paille, il y en a un autre qui s'appelle A. il a vendu plus de 1 million FCFA de paille, une fois devant moi, il a vendu pour 700 000 FCFA. » (Un chef de village, in Moha, rapport Roumbou).

Sans être aussi importante que dans cette zone, sur d'autres sites également la récolte de la paille est devenue systématique, encouragée par la hausse des prix (1 000 FCFA la botte à Tirmini, 20 000 FCFA la charrette de paille à Olléléwa). Les prix du son ont également grimpé (7 000 FCFA le sac à Olléléwa), ainsi que ceux de la graine de coton.

On peut interpréter cette situation comme un transfert (au moins partiel et local) de la crise de marché (qui frappait surtout les agriculteurs) sur la crise pastorale. Autrement dit, les agriculteurs ont « profité » de la situation des éleveurs pour faire face à leurs propres problèmes. La vente de paille, et la vente d'eau évoquée plus haut, ne sont d'ailleurs pas les seules opportunités qui se sont offertes aux agriculteurs face aux éleveurs. On peut y ajouter le cas de la viande boucanée.

En effet, *le banda*, ou boucanage de la viande bovine, s'est généralisé en 2005, pour profiter des bas prix du bétail, et de l'obligation où se trouvaient de nombreux éleveurs de brader des bêtes qu'ils n'avaient plus les moyens de nourrir ou qui allaient mourir (cf. Moha, rapport Roumbou). Autrefois pratiquée par les seuls bouchers, cette activité fort rentable a été prise en main durant la famine de 1984 par les commerçants et a connu une extension spectaculaire en 2004-2005 dans la région de Dakoro, autour de la vallée de la Tarka.

> « Tout celui que tu vois qui est riche à Dakoro, c'est avec le banda qu'il l'est devenu. Cette année même, nos voisins de Maigochi Jackou l'ont pratiqué et ont fait fortune. » (Le chef de village de Sakabal, in Moha, rapport Roumbou).

> « La vache est achetée à 2 000-3 000 FCFA et il fallait trois à quatre vaches pour remplir un sac, mais avec les bouchers, le sac est acheté à 40 000 FCFA, les bouchers, quant à eux, qui dépeçaient les animaux pour les commerçants gardaient la peau. Le sac de banda était revendu au Nigeria à 90 000 FCFA, et pendant le kaka, lorsque les animaux ont arrêté de mourir, le prix était monté jusqu'à 120 000 FCFA. Quant au kirgi (peau), il était revendu entre 3 500 à 10 000 FCFA en fonction de la taille et de la qualité de la peau. » (Moha, rapport Roumbou).

4.4 Emprunter, quémander…

Dans un contexte où les budgets masculins et féminins sont nettement séparés, la première forme d'entraide intervient entre l'homme et la femme à l'intérieur du ménage : la crise en effet empêche l'homme d'assurer ses obligations économiques conjugales (il doit assurer la fourniture en céréales), et son épouse doit venir à son secours, soit en puisant dans ses propres greniers ou dans ses économies, soit en vendant des animaux ou des biens personnels (il s'agit souvent de prêts comptabilisés que le mari remboursera ultérieurement).

La famille élargie est aussi mobilisée. Pour les plus démunis, le recours à la générosité des parents s'impose. On sollicitera des semences auprès d'un aîné (père, oncle, grand frère). On ira rendre visite dans d'autres villages à des parents lors de la récolte pour se faire donner quelques bottes (cf. le terme zarma de *kone*). Une expression hausa « *gaisuwa mutuwa da roko iri'n wake* », qui signifie « présenter les condoléances tout en demandant des semences de haricots » (voir Moha, rapport Roumbou), symbolise bien cette quête d'aide détournée se cachant derrière des prétextes sociaux et familiaux, qui parfois évoque une certaine « mendicité », mais de proximité et cachée.

D'autres villageois, en position de notabilité, sont aussi sollicités. Il peut s'agir des chefs de village ou de canton, tenus à un certain devoir d'assistance. Il en est de même pour certains grands marabouts ou cheikhs. Les riches commerçants sont aussi approchés, pour fournir des vivres à crédit. Les formules de crédit sont multiples, et sont considérées pour la plupart comme des formes d'entraide (*taymako* en hausa). Parfois, le commerçant sera payé un peu plus tard dès qu'un parent en migration aura envoyé de l'argent *via* Western Union. Parfois, l'emprunteur remboursera en nature à la récolte : on rendra un sac pour un sac emprunté pendant la soudure. Parfois, le commerçant sera payé en journées de travail exécutées sur son champ.

> « On note un mode particulier de prêts qui consiste pour les « riches » à mettre à la disposition des populations vulnérables, ou moins vulnérables, un grenier de céréales. A la fin de la récolte, ces derniers se cotisent pour remplacer le grenier. La pratique concerne les habitants installés sur un même hameau de culture. » (Hamani, rapport Bambey).

> Cette pratique n'est pas toujours désintéressée. Ainsi un grand propriétaire foncier de la région de Maradi a prêté des céréales remboursables dans le cadre d'une stratégie visant à lui assurer une main-d'œuvre disponible pour ses champs, et pouvoir ainsi valoriser et également accroître son domaine : « Il y a par exemple ceux qui demandent 10 tiya, pour les rembourser par le travail au champ, je leur donne. Donc ils travaillent aujourd'hui dans leur champ et le lendemain dans le mien et ainsi de suite jusqu'à ce qu'ils payent les 10 tiya. Certains prennent un sac et c'est la même procédure. Cette pratique a plu à tout le monde et a encore plus renforcé nos liens. Cela m'a donné encore plus de courage pour avoir d'autres champs. J'ai eu donc d'autres champs dans les villages de Dan Adouwa, à Kalapoto, à Gandou, à Baguéza, à Babban Rafi. » « Il a aussi préfinancé les semences, remboursables en nature à la récolte. » (Koné, in rapport Madarounfa).

Mais la solidarité, qu'elle soit familiale ou villageoise, est loin d'être automatique, et les refus ne sont pas rares.

> « On n'avait plus rien à manger dans la maison car j'avais déjà épuisé le peu que j'avais produit et je ne savais plus où mettre la tête, finalement ce qui me restait comme solution c'était de chercher des crédits auprès de ceux qui en ont, et là aussi ce n'était pas acquis d'avance car il y en a qui donne et d'autres qui refusent carrément. » (Un paysan, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

> « Il n'y avait pas de prêt parce que presque personne n'en avait [mil]. Les quelques personnes qui en disposaient préféraient vendre à celui qui a de l'argent. » (Un paysan, in Koné, rapport Madarounfa).

> « Ici à Guidan Roumdji, quand vous demandez l'aide de quelqu'un, il vous laisse d'abord exposer votre problème avant d'afficher son refus par la suite » (Une femme, chef de ménage vulnérable, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

> « L'année dernière pendant la crise, nous avons beaucoup souffert car lorsque vous allez mendier chez certaines personnes, c'est à peine si on ne vous chasse pas de la maison, au mieux on vous laisse perdre votre temps devant la porte sans jamais vous adresser la parole. » (Un handicapé, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

On peut penser que, dans le système socio-économique spéculatif (Madarounfa, Guidan Roumji), la solidarité est encore plus érodée. De fait, inversement, dans une zone comme le Zarmaganda (Tondikiwindi) elle semble plus forte, malgré tout.

Le prêt à intérêt est une autre pratique très éloignée des clichés de la solidarité communautaire et même des enseignements de l'Islam. Sur les sites de Madarounfa et de Guidan Roumji, le crédit en céréales a pris souvent des formes usuraires (*a ci ba dadi*), qui ailleurs ne sont pas inconnues mais restent assez rares. A Guidan Roumji, la crise de 2005 est même parfois appelée « l'année de l'usure » (*ta ci ba dadi*). Parfois, un sac emprunté devra être remboursé par deux sacs, parfois c'est le cours du marché

qui déterminera le remboursement : un sac de mil emprunté lorsque le cours était de 30 000 FCFA pendant la crise devra être remboursé à la récolte par trois sacs si le cours est tombé à 10 000 FCFA.

Parfois, c'est la mendicité publique elle-même qui devient le seul recours :

> « Il est inexact de dire que la crise n'a pas poussé les gens à la mendicité, il y a eu des femmes mais également des hommes qui n'avaient rien à manger et qui étaient obligés de passer de concession à concession le soir pour demander les restes des repas, en plus les mendiants n'étaient pas seulement des gens venus des autres villages comme on entend certains le dire, certains habitants de la ville aussi, notamment ceux et celles qui n'avaient plus rien à manger, se sont aussi livrés à la mendicité. » (Un enseignant, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

4.5 La vente de biens

> « J'ai des enfants et je suis veuve, pendant la crise j'ai vendu la chèvre que j'ai, j'avais aussi une robe que j'ai vendue le jour du marché, et c'est pas tout car j'étais aussi amenée à vendre des tasses pour pouvoir nourrir mes deux enfants. » (Une femme, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Le destockage des animaux

Ovins et caprins sont vendus d'ordinaire pour permettre des achats de céréales en période de soudure. Mais, en 2005, les termes de l'échange se sont complètement détériorés. Avec le prix d'une chèvre, on ne pouvait acheter que deux à trois fois moins de mil qu'à l'accoutumée.

> « On n'a pas le choix quand on n'a rien à manger dans la maison, j'ai une chèvre et un bouc que j'étais obligée de vendre à des prix très bas, la chèvre à 5 500 FCFA et le bouc à 6 000 FCFA. » (Une ménagère, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Il en fut de même avec les bovins, qui constituent la principale forme d'épargne en milieu rural. La crise pastorale avait fait s'effondrer les cours.

> « Quand on vend une chèvre, l'argent ne suffit même pas à couvrir une semaine de nourriture, un mouton c'est la même chose. Un boeuf couvre difficilement deux mois. » (Une paysanne, in Koné, rapport Madarounfa).

La vente des biens personnels

C'est essentiellement une affaire féminine : ce sont les bijoux, la vaisselle décorée (*tasa*, « tasses », assiettes, cuvettes), le mobilier, les draps ou couvertures, qui sont vendus.

> « J'ai vendu mes « tasses » le jour du marché à quelqu'un qui n'est pas d'ici, si vous demandez à quelqu'un d'ici de payer, parfois il vous propose une somme pas intéressante, et le pire c'est pour aller raconter après qu'une telle a vendu ses tasses à cause de la famine. » (Une femme vulnérable, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Une activité rémunératrice de colportage en a même découlé :

> « Les femmes qui achètent les tasses viennent me trouver chez moi ; elles me laissent des biens personnels féminins (draps, tasses,…). Elles me fixent un prix de vente. Moi, je vends plus cher. Elles me payent après sur la base du prix qu'elles m'ont fixé. Moi je me promène pour vendre dans le village aux plus nanties. De temps en temps, celle qui m'a confié les tasses à vendre passe voir si j'ai vendu. » (Maïmouna, in Koné, rapport Madarounfa).

La vente de biens de production

Il peut s'agir de charrettes, de charrues, de bœufs tracteurs, de motopompes…

> « I.M., producteur pourtant aisé, a vendu sa motopompe achetée à 250 000 FCFA à 70 000 FCFA. » (Koné, rapport Madarounfa).

La vente des terres

C'est là où le système socio-économique spéculatif règne ou progresse que la vente de champs (ou, parfois, de concessions en ville) s'est pratiquée de façon significative.

> « J'ai une grande famille, je suis marié à trois femmes et j'ai 21 enfants qui vivent actuellement avec moi, hormis les filles qui sont avec leurs maris. Pendant la crise, j'ai d'abord vendu un de mes champs à 200 000 FCFA, quand nous avons fini de manger l'argent j'ai ensuite vendu une partie de ma concession à 150 000 FCFA, si ce n'est pas la crise elle peut coûter deux fois plus cher, c'est-à-dire jusqu'à 300 000 FCFA, mais comme dit l'adage :

> 'ventre affamé n'a pas d'oreille'. » (M. A, chef de famille vulnérable, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

La mise en gage (*jingina* en hausa, *tolme* en zarma) est à mi-chemin entre le crédit et la vente de terres. Ce sont les familles les plus vulnérables qui mettent leurs terres en gage, contre un prêt d'argent parfois modique (10 000 FCFA par exemple). Bien souvent, elles n'ont pas les moyens de rembourser la somme due et donc de récupérer leur champ.

> « Au moment des enquêtes, jusqu'à la fin du mois d'avril, la plupart des jingina n'avaient pas été remboursées, et au contraire certaines se sont conclues par des ventes (saidawa), diminuant considérablement le patrimoine foncier de familles déjà vulnérables. » (Koné, rapport Madarounfa.

4.6 Le changement du régime alimentaire[19]

Toute une gamme de stratégies classiques en période de disette a été utilisée.

a) La cueillette de feuilles sauvages (*haki* en hausa, *kopto* en zarma), ainsi que de baies ou de graines sauvages, n'est pas réservée aux crises, et se pratique occasionnellement durant l'hivernage, à titre parfois de friandise. En cas de soudure difficile, cette cueillette devient par contre systématique. C'est le cas en particulier avec les graines de *boscia senegalensi* (*anza*), qu'on ne s'étonnera pas de retrouver évoquées partout (un hivernage où *anza* est très abondant est considéré dans les représentations populaires comme annonciateur de sécheresse et de mauvaises récoltes).

> « La cueillette et la préparation de anza augmentent la charge de travail des femmes : parcourir de longues distances pour en trouver ; les concasser pour séparer les noix de la coque ; les faire bouillir plusieurs fois afin d'atténuer ou faire disparaître le goût amer ; les préparer sous forme de petits pois (avec un peu de sel et/ou de l'huile quand c'est financièrement possible) ou bien les piler pour obtenir une semoule à préparer sous forme de couscous (dembu). » (Koné, rapport Tondikiwindi).

On peut aussi citer *hasu, dan sobe, yadya (leptadenia hastata), dagna (scleroscarya berrea), zurey (boscia salicifolia)*. Parmi elles, figurent des feuilles considérées comme non comestibles, voir assez toxiques, et qui doivent subir diverses opérations de décoction ou de cuisson pour pouvoir être consommées : la consommation de tels aliments à risque, auxquels les plus vulnérables ont eu recours en 2005, dénote une crise sérieuse.

b) L'appauvrissement des rations ordinaires est aussi courant en période de disette. Il se décline de multiples façons : la pâte de mil (*tuwo* en hausa, *hawru* en zarma) qui normalement constitue le repas du soir (chaque jour, ou un jour sur deux ou trois, selon le niveau de vie des ménages) est remplacée par la boule (*fura* en hausa, *doonu* en zarma) ou une bouillie (*kunu, koko*), et devient rare (quand elle est préparée, on ajoute parfois du piment pour diminuer la consommation, on ne met plus de tourteau d'arachide et moins encore de viande, le seul condiment est parfois une feuille sauvage comme le *molohia*) ; la boule (au moins celles des enfants et des femmes…) et la bouillie sont plus diluées que d'ordinaire, elles sont diluées avec de l'eau et non du lait, la boule se prépare parfois sans séparer le son de la graine…

Mais l'on doit également mettre en évidence l'usage en 2005 de nouveaux aliments, qui pourrait amener à des changements durables dans le régime alimentaire.

Les distributions gratuites (ou en *food for work*) de blé ou de riz, qui ont souvent été revendus sur les marchés, ont amené les femmes, jusqu'ici peu pas familiarisées avec ces céréales, non seulement à les cuisiner sous leur forme habituelle, mais aussi à préparer la boule avec ces céréales, et non avec du mil ou du sorgho. On a fait de même avec l'*unimix* (farine de maïs enrichie) distribué dans les centres de récupération nutritionnelle pour les enfants (*garin kwamuso* : la farine des malnutris). Le *gari* (farine de manioc), jusque-là méprisé, mais facile à préparer, a été incorporé dans les repas (en particulier ceux destinés aux ouvriers agricoles).

[19] Au cours de son enquête dans le cadre de l'étude dirigée par Johny Egg, Mariatou Koné a décrit diverses modifications des rations alimentaires au sein des familles en 2005 (Koné et Touré, 2006).

La crise de 2005 a, semble-t-il, largement favorisé l'introduction du riz (autrefois réservé aux fêtes) dans les rations quotidiennes des familles moyennes et même vulnérables, à la fois en raison de son prix en 2005 (inférieur à celui du mil) et de sa distribution gratuite, de sa facilité de préparation, et de sa capacité à absorber beaucoup d'eau. Les pâtes alimentaires (makroni ou maka), peu chères et déjà consommées dans la zone pastorale, ont également fait leur entrée dans les menus de la zone agricole ainsi que certains produits maraîchers (chou).

4.7 La combinaison des stratégies

Les ménages les plus vulnérables combinent évidemment ces diverses stratégies. Ces deux cas sont significatifs :

> S.T. a 12 personnes à charge, il a plusieurs champs, couvrant environ 9 hectares cultivés en mil et sorgho, à la main. Sans recours au salariat, il peut parfois récolter près de 400 bottes (cf. 2002), dont il vend une partie, et il produit aussi du haricot et de l'arachide pour la vente. Lui et sa femme (qui a ses propres champs) ont récolté moins de 30 bottes en 2004. Chaque année, il cherche des ressources complémentaires pendant la saison sèche : petite menuiserie, confection de briques, coupe et vente de bois, courtage en petits ruminants. En 2005, il a fait de même, mais en outre il s'est fait embaucher comme journalier (pour préparer les champs d'un grand commerçant), ce qu'il évite de faire d'habitude et a récolté et vendu la paille. Sa femme a réduit le mil dans la bouillie, supprimé la pâte (tuwo) le soir, et préparé des repas avec de la farine de manioc, achetée, ou des feuilles (récoltées par les enfants). (Moha, rapport Roumbou).

> « Je partais chez les gens pour mendier ; celui qui me donne un dame (une botte), ou une tiya, je prends et petit à petit nous avons surmonté la pente. J'ai aussi fait le barema (salariat agricole) pour nourrir ma famille. Parfois je conduis les animaux au Nigeria pour les commerçants de bétail. J'ai donné un demi hectare de champ en jingina (mise en gage) à K. à raison de 12 000 nairas… jusqu'à présent je n'ai pas pu lui remettre son argent pour retirer mon champ. Avec les 12 000 nairas, j'ai acheté 12 tiya de mil tout juste avant la saison des pluies. Pendant le rani j'avais cherché à faire du sasabe (défrichage) des champs aux personnes qui ont quelque chose dans leurs mains, pour avoir de l'argent et acheter quelques graines de mil. » (Un éleveur peul, in Koné, rapport Madarounfa).

Aux stratégies évoquées ci-avant, il faut ajouter les secours extérieurs, et tout d'abord ceux envoyés par les « ressortissants » (cadres originaires du village) à leurs familles.

> « Chaque ressortissant a soutenu sa famille et ses proches. Vous savez, il y a beaucoup de natifs de ce canton qui travaillent à la Cominak, Somaïr, Asecna, SNTV. Tous apportent leurs contributions dès que la population du canton est en difficulté. » (Un chef de village, in Ali Bako, rapport Olléléwa).

Bien évidemment, les aides de l'Etat, des organisations internationales, des coopérations bilatérales et des ONG doivent également être prises en compte. Mais celles-ci n'ont pas constitué le seul recours, ni même, bien souvent, le recours principal. Elles sont intervenues comme une ressource ou une opportunité complémentaire. De ce fait, elles se sont trouvées insérées dans les stratégies et représentations locales et ont été l'objet d'« appropriations » particulières. Les villageois n'ont pas été simplement les récipiendaires passifs des distributions alimentaires. Nous allons maintenant analyser ces distributions au niveau des communes, leur perception par les acteurs concernés, et les pratiques diverses auxquelles elles ont donné lieu.

5. Les modalités de distribution des aides, les perceptions et stratégies locales face à ces aides

La distribution d'aides alimentaires gratuites à travers tout le pays, le déferlement d'ONG humanitaires, la multiplication d'interventions peu coordonnées sur le terrain sont autant de caractéristiques spectaculaires de la crise alimentaire de 2005 « vue d'en bas ». Ce sont incontestablement des phénomènes nouveaux. Mais ils ont été perçus pour une grande part à travers une grille interprétative locale déjà en place, liée à l'aide au développement.

Autrement dit, la « rente humanitaire » exceptionnelle liée à la « famine » a été « traitée » par les paysans comme une forme de la « rente du développement » habituelle, et selon les mêmes critères : chacun devait tenter « d'en avoir sa part ». Face à l'aide externe, il n'était pas pertinent pour les populations locales de mobiliser des critères ou des valeurs internes de type caritatif (au contraire centrales pour les ONG). Les formes de sélection opérées par les bailleurs (sur une base de vulnérabilité, par exemple) et les critères d'attribution au nom duquel les secours étaient ou non attribués par les donneurs (comme la malnutrition infantile sévère) ont donc été vécus le plus souvent comme des injustices, comme des conditionnalités imposées qu'il fallait tenter de contourner.

Ces perceptions, et les stratégies qui en ont découlé, étaient donc en décalage profond avec les représentations de nombre d'intervenants, en particulier les militants d'ONG du Nord, persuadés qu'ils venaient sauver des victimes au bord de la mort en raison d'une catastrophe naturelle non détectée à temps, et férus des clichés et stéréotypes sur une supposée solidarité communautaire.

Par contre, les réticences du gouvernement nigérien pendant plusieurs mois face aux distributions gratuites généralisées, dont il craignait qu'elles ne favorisent des comportements d'assistance chez les populations, étaient loin d'être aussi absurdes ou scandaleuses que diverses ONG l'ont dit (même si ces réticences témoignaient par ailleurs d'une sous-estimation de la crise). On peut cependant estimer que cette crainte était en quelque sorte dépassée, ou depuis longtemps confirmée, dans la mesure où l'assistancialisme était déjà devenu l'une des composantes des stratégies paysannes et ce, bien avant la crise de 2005. La particularité des distributions alimentaires gratuites en 2005, de ce point de vue, n'est pas d'avoir « inoculé » l'assistancialisme dans des campagnes où il aurait été ignoré, mais de l'avoir amplifié.

La mise en place, dans le deuxième et surtout le troisième trimestre 2005, de la rente humanitaire comme forme nouvelle de « rente », de type très ponctuel (contrairement à la rente de développement habituelle), et avec des modalités très particulières, a par ailleurs impliqué, du coté des populations récipiendaires, des adaptations tactiques (*cf. infra*) et a constitué, dans le contexte difficile de la crise alimentaire de 2005, une « stratégie de débrouille » (*coping strategy*) supplémentaire fort bienvenue.

> « Notre chance (saye) avec la crise de 2005, c'est qu'il y a eu beaucoup de projets » (le chef de village de Mangaïzé, in Koné, rapport Tondikiwindi) ; « les projets sont venus successivement ; un projet vient, il distribue, il s'en va ; un autre arrive… » (Une paysanne, in Koné, rapport Tondikiwindi).

Nous allons décrire ici les diverses formes d'aide parvenues en 2005 dans les sept villages qui ont constitué nos sites d'enquête, telles qu'elles ont été perçues par les populations locales. On sera sans doute étonné par leur nombre, leur diversité, leur hétérogénéité, et par les remous divers qu'elles ont suscités. De toute façon, elles ont en commun d'avoir engendré certains effets inattendus. Mais, auparavant, il faut évoquer des dispositifs institutionnels qui existaient déjà avant 2005 et, en 2005, avant l'intervention massive des institutions humanitaires, en vue de réduire les problèmes de soudure ou

de soulager les familles vulnérables, dans le cadre de l'Etat ou de projets de développement. Il est vrai que ces dispositifs soulevaient eux-mêmes divers problèmes, ou ne se sont pas montrés efficaces face à une crise de marché inédite. Mais les distributions gratuites n'ont pas non plus échappé aux mêmes problèmes…

5.1 Les mécanismes de routine de prévention des crises alimentaires

On peut en distinguer trois formes, qui relèvent elles-mêmes d'une diversité d'institutions : les banques céréalières ; *food for work et cash for work* ; les ventes à prix modéré (VPM). Ces trois formes d'intervention s'inscrivent dans la durée, et ne relèvent pas du registre de l'assistanat, contrairement aux distributions gratuites et aux interventions humanitaires.

Les banques céréalières

Largement implantées à travers le pays, par le biais d'une multitude de projets de développement, et donc gérées sur une base « communautaire » (par des comités de gestion élus par les villageois), et soutenues par le Dispositif national, elles ont pour objectif premier, en achetant du mil et du sorgho à la récolte, et en les stockant, de permettre aux paysans de se fournir au seuil de l'hivernage en semences (ou en vivres) à bas prix, au moment où le cours du mil est au plus haut. En temps normal, elles contribuent à lutter contre les difficultés liées aux soudures.

> « La ville de Guidan Roumdji dispose d'une banque céréalière (BC) créée en 2002 par l'union des églises évangéliques et protestantes du Niger (UEEPN), sur financement de l'Union européenne. Elle est gérée par un comité de 15 membres. La BC est implantée devant le palais du chef de canton qui en assure la présidence d'honneur. Les chefs des quartiers sont aussi membres du bureau. Vu le niveau des stocks des céréales dont elle disposait pendant la crise (200 sacs de céréales), son rôle n'a pas été du tout négligeable. (…) L'accès aux céréales se faisait par l'achat d'un ticket de 25 FCFA institué par le comité de gestion. Ce ticket permettait à son détenteur d'acheter des céréales jusqu'à une quantité limite de 5 tiya. (…) « On ouvrait les portes trois fois par semaine et chaque personne a droit à 5 tiya pas plus. Pendant chaque opération, nous vendions 10 sacs, on peut vendre tout le stock une seule fois mais notre souci était de vendre petit à petit. » (Le gestionnaire de la BC, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Mais, face à l'ampleur de la « crise de marché », les banques céréalières sont complètement débordées. Elles ont de graves problèmes d'approvisionnement. Par ailleurs, elles n'échappent pas au problème de nombre d'institutions communautaires : mainmise des notables, rivalités et conflits internes aux villages ou entre villages, détournements, soupçons, découragement… Nombre d'entre elles sont donc non fonctionnelles en 2005.

> Q : « Pourquoi la banque céréalière de Olléléwa ne fonctionne plus ?
>
> R : (Air désolé). Les paysans avaient pris les sacs à crédit et ils refusaient de payer, ça ne peut pas marcher.
>
> Q : Qui gérait la banque ?
>
> R : Il y a un comité de gestion composé de cinq membres.
>
> Q : Est ce que le comité n'a pas une part de responsabilité dans cet échec ?
>
> R : En tout cas, ça ne marche pas… » (Un conseiller municipal).
>
> Un suivi intégré était pourtant prévu, dans le cadre du Programme spécial du président de la République, par les services de l'agriculture et du développement communautaire. Mais il n'a pas été effectif.
>
> Q : « Combien de missions de suivi avez-vous effectués ?
>
> R : Pas vraiment beaucoup.
>
> Q : Pourquoi ?
>
> R : Vous savez, non seulement nous n'avons pas de véhicules de carburant et de per-diem, mais aussi le suivi que nous faisons n'a pas un caractère contraignant : c'est-à-dire même s'il y a malversation ou mauvaise gestion, nous ne pouvons pas sanctionner. » (Un chef de district agricole, in Ali Bako, rapport Olléléwa).

A Bambey, les trois banques céréalières étaient en sommeil profond, sous le coup d'accusations de mauvaise gestion. En 2006, Care a tenté de les relancer, avec la constitution

d'une « banque tampon », mais sur le même modèle que précédemment (cotisations des paysans, constitution d'un comité de gestion).

Food for work et cash for work

Le *food for work* (*gina ka tchi* en hausa) et le *cash for work* sont eux aussi des mécanismes qui relèvent d'une diversité d'institutions (ONG, organisations internationales, Dispositif national). Les céréales du *food for work* sont en général stockées dans la banque céréalière. Les paysans (ou les paysannes) reçoivent des vivres ou de l'argent en échange de leur travail volontaire dans le cadre de travaux dits « d'intérêt communautaire », diguettes anti-érosion, aménagements de mares, plantations d'arbres, construction de salles de classes, construction ou entretien de pistes rurales, etc.

> En mai 2005, par exemple « Caritas nous a donné food for work pendant 40 jours. On creuse un trou dans la terre pour lui permettre de se régénérer, on forme une dune en forme de lune et devant ça on fait un trou dans lequel on met un arbre. On fait trois trous par jour et, chaque 10 jours, Caritas passe pour nous remettre 10 tiya de mil, 1 litre d'huile et 2 tiya de niébé ». (Le maire, in Koné, rapport Tondikiwindi).

La logique de ces mécanismes est de freiner les migrations en distribuant des revenus, tout en évitant l'assistancialisme puisqu'il s'agit de rémunérer un travail effectué pour le compte du village ou de la région. Un autre élément non négligeable est par ailleurs présent, qui distingue également *food for work* et *cash for work* des distributions alimentaires gratuites : il postule en effet la présence d'un « autociblage » social incorporé, dans la mesure où les notables, commerçants et nantis du village s'excluent en général eux-mêmes spontanément de tels dispositifs, peu désireux d'aller accomplir des travaux manuels sous le soleil… Mais *food for work* et *cash for work* se distinguent d'un travail rémunéré « normal » par leur orientation communautaire (qui d'ailleurs engendre certains problèmes habituels du développement communautaire), ainsi que, en certains cas pour le *food for work*, par certains aspects « sociaux » (vivres distribués en fonction du nombre de personnes à charge)[20].

A Olléléwa, les derniers travaux d'intérêt communautaires *food for work* initiés par CRS/HKI remontaient à 2001. « Ils concernaient le surcreusement de la mare Dandagatchi au Nord et la plantation d'arbres (acacia) à l'Est du village. Les travaux de surcreusement de la mare avaient à peine commencé qu'ils furent anéantis par l'arrivée des premières pluies. Le comité de gestion des travaux a été obligé de distribuer de manière forfaitaire les vivres. » En 2005, c'est encore CRS/HKI qui a offert du blé en échange de l'aménagement des classes du CEG, puis de la clôture du CSI et de la medersa. « Un comité de gestion avec comme président un des fils du chef de canton fut mis en place. » Les paysans ayant participé à la construction étaient « rétribués » en fonction de la taille de leur famille : d'un demi-sac (pour moins de sept personnes) à trois sacs et demi (pour plus de 25 personnes). Mais, malgré la crise, les populations n'ont guère été enthousiastes. Après 20 jours de travail, il restait encore 100 sacs de blé. Cette céréale était jusqu'ici inconnue, et a été peu appréciée. Par ailleurs, les autres villages de la commune ont été tenus à l'écart. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

A Roumbou, Oxfam GB et son partenaire AREN ont fait du *food for work* selon une formule « travail contre bon d'achat », assorti d'une aide gratuite aux indigents. Il s'agissait de « proposer aux commerçants locaux de mettre à disposition de la population des vivres dans les localités les plus reculées. Les bénéficiaires du programme ont ainsi l'opportunité de travailler en échange d'un bon d'achat qu'ils peuvent échanger auprès de ces commerçants. Les plus affaiblis par la faim, les vieillards et les handicapés ont reçu leurs bons sans échange de leur travail » (un administrateur d'Oxfam GB). « Les gens du projet (Oxfam) ont demandé aux gens ce qu'ils peuvent faire comme activités : l'agriculture, le balayage, la plantation d'arbres ; puis ils ont arrêté la liste des gens qui veulent travailler ensuite ils ont mis en place un comité de suivi. » (Un chef de ménage). La journée de travail était payée à 1 200 FCFA, et il y avait une journée de travail par semaine. « Les gens ont travaillé trois semaines et ils ont reçu 4 500 FCFA, sous forme de bons pour acheter les vivres chez un commerçant nommé Abarchi ». Mais, cette opération qui avait bien commencé a connu vite des problèmes, et s'est arrêtée au bout des trois semaines. Pour certains il y a eu des bons d'achats non justifiés, ou des soupçons de détournements qui ont fait que les paysans

[20] L'opposition parfois faite entre *food for work* et *cash for work* n'est guère pertinente du point de vue des bénéficiaires: le food distribué est parfois revendu en cas de besoin de cash, et le cash est souvent utilisé pour acheter du food… L'un comme l'autre sont la contrepartie d'un travail.

> ont arrêté de travailler, pour d'autres l'animatrice d'Oxfam s'est fâchée sur la base d'un malentendu… (Moha, rapport Roumbou)

Quoi qu'il en soit de leur fonctionnement concret, *food for work* et *cash for work* n'étaient pas suffisamment implantés dans le pays, et ne touchaient pas suffisamment de monde, pour constituer une réponse adaptée à l'ampleur de la crise de 2005. On peut cependant remarquer que ces dispositifs ont le mérite de s'insérer dans les « stratégies de débrouille » locales déjà en place, où l'on a vu que le salariat agricole et les AGR jouaient un rôle important.

Les ventes à prix modéré (VPM)

L'autociblage social est également une composante de la stratégie des ventes à prix modéré (VPM) : on suppose que les épouses des notables, commerçants et nantis ne vont pas faire la queue comme tout le monde pour acheter des céréales en petites quantités à un prix plus intéressant (le mil est vendu en effet à la tiya et non au sac). Mais les VPM sont également un moyen de lutter contre la spéculation et de peser sur les prix à la baisse.

Les VPM (*mai rahusa*) sont une affaire où l'Etat nigérien s'est investi depuis de nombreuses années (avec le soutien de ses partenaires au sein du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires). Avant 2004-2005, les VPM constituaient le principal moyen d'action de la CCA.

> « Un comité sous-régional (CSR-PGCA) a été mis en place au niveau de chaque département, c'est le préfet qui en est président, assisté du directeur départemental de l'agriculture. Le CSR-PGCA a mis en place des sous-comités dans tous les chefs-lieux des communes. Dans les villages, la vente des céréales a été confiée aux maigari (chefs de village). Ainsi, « chaque village a reçu 5, 10 et 18 sacs en fonction de la grandeur, et on demande aux chefs de vendre à 10 500 FCFA, une date leur a été donnée pour amener l'argent à la préfecture. Ils regroupent deux, trois personnes pour leur vendre un sac…Les chefs ont vendu et versé l'argent…il n'y a pas eu de plaintes. » (Le maire, in Moha, rapport Roumbou).

Ce lien des VPM avec les autorités de l'Etat est à la fois une force et une faiblesse. D'un coté, elles permettent à l'Etat d'avoir une politique alimentaire bien réelle, présente dans tout le pays, visible, mobilisant toute la hiérarchie administrative, et de ne pas, pour une fois, démissionner au profit des « projets » et institutions de développement. D'un autre coté, compte tenu du poids de la politique partisane et du clientélisme dans l'Etat, elles font l'objet de diverses suspicions : la rumeur les décrit volontiers comme sélectives, effectuées pour une bonne part en fonction de stratégies politiques et de remerciements pour services rendus à la majorité au pouvoir, contrôlées par les notables, et les accusations de détournements ne sont pas rares, soit envers les autorités administratives, soit envers les chefs (de village, de canton, de groupement) qui organisent de fait le processus de vente sur le terrain, parfois assistés par des comités locaux, parfois plus ou moins supervisés par les élus[21].

> Bambey a connu trois VPM en trois mois (500 sacs chacune) qui ont eu lieu au chef-lieu de la commune. Un comité informel assistait le chef de village responsable de la vente. Les élus municipaux contrôlaient les stocks de vivre et récupéraient les recettes. La présentation du livret de famille était obligatoire pour en bénéficier (sur le livret de famille cf. infra). La vente se faisait à la tiya, sur la base de deux tiya pour une famille de moins de 10 personnes, et de trois pour une famille dépassant 10 personnes. Mais 10 ou 15 chefs de famille pouvaient se regrouper pour acheter un sac. Si le prix était intéressant (225 FCFA la tiya au lieu de 900), il fallait payer comptant (ce qui excluait les plus pauvres) et la quantité vendue était dérisoire. «Hé, mes frères, vous savez vous-mêmes que ça n'a pas servi à grand chose. Chez moi je consomme 4 tiya par jour. Pendant les opérations de vente à prix modéré on ne vend qu'une tiya et demi à une personne, ça va être utile à quoi ? Puisque ça ne peut même pas nourrir ma famille en une journée ! Et d'ailleurs tout le monde n'a pas pu avoir ça, même la moitié de population n'a pas eu ça. Ici par exemple le chef de quartier a 287 carnets de famille, on ne lui a donné que 10 sacs ; ça va servir à quoi ? Qui va avoir et qui ne va pas avoir ? » (S.S., membre du comité de vente à prix modéré, in Hamani, rapport Bambey).

[21] Bien évidemment, nous ne pouvons savoir si ces rumeurs sont fondées, et on peut penser que parfois (ou souvent) elles ne le sont pas, et sont donc injustes pour les acteurs mis en cause. Mais elles attestent de l'importance de l'« espace du soupçon » dans les campagnes nigériennes.

> « Nous avons pu relever des cas d'accès privilégié et de traitement de faveur accordés à certaines catégories de la population. Il s'agit des chefs religieux, les imams et des chefs de quartiers, les maigari. Ces derniers ont pu « négocier » et bénéficier de sacs de mil au lieu de quelques mesures. La catégorie des commerçants peut également être classée au rang des privilégiés de la vente à prix modéré. L'opération s'est déroulée à une période où les disponibilités financières des populations sont très faibles, entraînant chez certaines d'entre elles des désistements dont les commerçants ont profité pour acheter des sacs de vivres. A l'inverse, on note des cas « d'auto-exclusion ». C'est le cas de quelques personnes du village qui, voulant donner l'image de « bon samaritain », ont préféré s'abstenir d'acheter des vivres afin de « laisser les autres en avoir ». Cette dernière catégorie se compte parmi les personnes « riches » du village. » (Hamani, rapport Bambey).

Cependant, il y a des cas où les ventes ont porté sur des quantités significatives, où le comité local a assuré une réelle transparence à l'opération, et où les autorités ont tenté d'éviter les manœuvres spéculatives des commerçants, comme à Olléléwa :

> Dans la commune de Olléléwa, trois opérations de vente à prix modéré (par tiya) ont eu lieu (10 tonnes de mil en mai 2005 ; 10 tonnes de sorgho en juin ; et 25 tonnes de mil et 25 tonnes de sorgho en juillet). Un comité composé de cinq membres a été désigné par le conseil municipal pour s'occuper de la vente à prix modéré. Les deux premières ventes se sont déroulées sans problèmes. Pour la troisième et dernière opération -la plus importante- « comme certains commerçants venus de Zinder donnaient de l'argent aux paysans pour qu'ils leur achètent des sacs qu'ils allaient ensuite revendre sur les marchés de la région, les autorités coutumières et administratives ont pris des garde-fous (…). On a sorti le saint Coran et une fatwa a été dite : « tout celui qui sera auteur, complice, ou qui ne dénoncera pas une telle pratique s'attirera les foudres du saint Coran ». (…) Mais, malgré les menaces du préfet de Tanout et la fatwa, les commerçants, par l'intermédiaire de certains paysans acquis à leur cause, ont réalisé de bonnes affaires en rachetant une partie du stock de céréales. (…) De manière unanime, les différents acteurs (populations bénéficiaires, autorités administratives et coutumières) estiment que ces opérations de vente à prix modéré ont considérablement atténué les effets de la crise. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Mais ces ventes se déroulant en général au chef-lieu de commune, les habitants des villages éloignés ont souvent renoncé à faire le déplacement.

Outre l'Etat, des « projets » ont également pratiqué les VPM, avec leurs propres procédures (parfois incluant un ciblage social délibéré).

> A Roumbou, outre la VPM de la CCA en 2004, deux VPM ont été organisées par VSF Belgique (Vétérinaires sans frontières), dans le cadre de son « Projet d'appui à la sécurité alimentaire » (PROSECAL), dans des villages considérés par le SAP déficitaires à plus de 50 %. « Avant de passer aux opérations de vente, PROSECAL a procédé à une enquête pour « répertorier tous les chefs de ménages, la taille de leurs ménages et l'appartenance aux groupes de vulnérabilité selon la méthodologie de CARE. Nous sommes intervenus principalement sur les groupes C et D » (un agent de Prosécal). La vente a été réalisée dans les villages par les agents du projet en présence du chef du village. Comme le témoigne le chef de village de Maigochi Saboua : « Ils ont amené le mil dans chaque village qu'ils avaient acheté à 750 FCFA la tiya, qu'ils nous ont vendue à 325 FCFA la tiya. Ils vendent exclusivement aux talakawa (démunis) en notre présence. Tous ceux qui n'ont pas de problèmes n'ont pas eu de mil. Ils viennent avec leurs agents, ils appellent les noms des bénéficiaires, le maigari (chef de village) est là pour témoigner, le bénéficiaire donne son argent et prend sa ration. A la fin de la journée, on comptabilise et on remet l'argent aux agents de Prosécal. » (In Moha, rapport Roumbou). Deux autres VPM ont porté sur les aliments pour bétail, par Oxfam et Karkara.

Nous verrons plus loin que des notables politiques ont également pratiqué les VPM pendant la crise.

En situation de crise modérée (ce qui était, rappelons-le, le diagnostic dominant fin 2004), les VPM semblent avoir une certaine efficacité, et sont appréciées par les villageois (d'autant qu'elles concernent le mil, la céréale la plus recherchée). Pour cette raison d'ailleurs, pendant plusieurs mois, le gouvernement, les partenaires du Niger, le PAM et la CCA ont continué à privilégier cette stratégie. Mais il s'est avéré peu à peu qu'elle ne pouvait faire face à elle seule à l'ampleur de la crise de marché de 2005. Malgré leur augmentation progressive au fil des mois, les quantités vendues à prix modéré restaient en général très insuffisantes : d'une part, elles n'avaient pas d'effet significatif sur la hausse générale

des prix (sauf à l'échelle micro-locale), d'autre part, elles ne permettaient pas aux ménages les plus vulnérables de se sortir d'affaire et l'autociblage social restait faible.

5.2 Les secours et aides alimentaires exceptionnels en 2005

> « Il y a eu certes des distributions ça et là, mais le problème c'est qu'elles n'ont pas touché beaucoup de personnes, et en plus je trouve que les quantités étaient trop insuffisantes et que les distributions étaient éloignées les unes des autres, c'est ce qui fait que les rations n'ont pas produit les effets escomptés » (un paysan, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Dans la plupart des entretiens, la diversité des aides arrivées au village est attestée, mais elles sont souvent perçues comme des saupoudrages peu efficaces (comme les VPM).

C'est à partir de juin 2005 que le dispositif national (CCA et PAM) a mis en place les distributions alimentaires gratuites, vite suivi par certaines organisations internationales ou bilatérales, et surtout par de multiples ONG alertées par la mobilisation médiatique et venues dans une grande improvisation.

Une autre filière est liée à la malnutrition infantile, qui a non seulement été à l'origine de la mobilisation médiatique, mais qui a aussi donné lieu, chez les nombreux intervenants en ce domaine, à des distributions alimentaires gratuites, bien que sélectives. Mais ce secteur n'a pas été suivi par le dispositif, l'UNICEF devant assurer la coordination.

Parmi les autres acteurs de l'aide gratuite, il faut aussi mentionner les aides arabo-islamiques, les aides de pays voisins (Nigeria, Libye), et les aides de certains hommes politiques. Les unes et les autres ont été oubliées par les médias, toutes focalisées sur les activités des ONG du Nord.

CCA et PAM

On peut penser que le plus gros des aides alimentaires gratuites a été le fait de ces deux institutions, réunies dans le dispositif national. Quoi qu'il en soit, elles seules ont fourni des chiffres (le montant total est d'environ 140 000 tonnes), à la différence des autres intervenants. De fait, l'Etat, débordé par la multiplicité des actions entreprises par les ONG et souvent court-circuité par elles, est incapable à ce jour de produire même une approximation du montant global des aides distribuées dans tout le pays par l'ensemble des acteurs[22].

Les distributions organisées par le CCA passaient par les comités sous-régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires (CSR-PGCA), qui sont l'échelon opérationnel du dispositif au niveau local, alors que le PAM, pour sa part, qui devait pourtant suivre la même procédure, a choisi de sous-traiter directement avec quelques grandes ONG internationales de développement déjà implantées au Niger (Care, World Vision, etc.). Mais la collaboration a, malgré tout, été réelle entre les deux systèmes, du niveau national au niveau départemental, chacun ayant sa zone d'intervention[23]. Une certaine convergence s'est manifestée au fil des mois : le PAM et les ONG qui travaillaient pour lui ont fait diverses ouvertures en direction des autorités locales et des comités sous-régionaux, pendant que la CCA de son côté a dirigé les ONG nouvelles vers les comités sous-régionaux, afin qu'elles puissent agir comme opérateurs sous la coordination des comités[24].

> « Sous l'impulsion de PROSECAL et du CSR-PGCA, un cadre de concertation a été mis en place et a tenu ici à la préfecture sa première réunion avec tous les intervenants : World Vision, PROSECAL-PROXEL, OXFAM, tout le monde a un peu échangé et nous avons essayé de nous coordonner[25]». (Moha, in rapport Roumbou).

Mais la coordination n'a pas toujours été parfaite sur le terrain, et elle n'a été effective pour l'essentiel qu'au niveau des chefs-lieux de région ou de département (avec de

22 « *Si on demande, aujourd'hui, au chef de gouvernement que je suis, quel est le montant exhaustif des contributions internationales reçues par le peuple nigérien, pour faire face à la situation alimentaire, j'avoue que je suis tout simplement incapable de le dire, avec toute la certitude et toute la précision voulues !* » (Discours du Premier ministre à l'ouverture de la « Revue après action » du PAM, in *Le Républicain* du 1er décembre 2005).

23 Au niveau central, la coordination entre la CCA, le PAM et les ONG a été finalement satisfaisante, malgré diverses turbulences. Chaque semaine, une réunion s'est tenue entre les partenaires sous l'égide de la CCA durant toute la crise (juin-décembre).

24 Bien que les comités sous-régionaux incluent depuis 2003 les ONG présentes dans le département, ils restaient souvent perçus comme des organes coordonnant les seuls services de l'Etat, d'autant plus qu'ils sont soumis à l'autorité du préfet.

25 Le comité sous-régional de Dakoro est un comité pilote de par son fonctionnement et l'appui qu'il a reçu d'ONG très implantées localement.

grandes inégalités : Dakoro a été ainsi le symbole d'une coordination réussie, qui n'a pas été aussi efficace partout). Au niveau des communes et des villages, les acteurs du terroir prenaient le relais (avec parfois les agents des ONG ou du service de l'agriculture, quand ils étaient présents), et les procédures réelles s'éloignaient souvent des consignes officielles, variant d'une commune à l'autre, d'un village à l'autre. Par ailleurs, du point de vue des populations, la distinction entre les deux filières, et, plus généralement entre les diverses distributions et leurs origines, n'était en général guère perceptible, sauf pour certains acteurs privilégiés.

> « Ceux qui maîtrisent ou comprennent bien les procédures se retrouvent en général être soit des fonctionnaires soit des agents de l'administration décentralisée ou encore des personnes proches de la chefferie. Dans ces cas, on maîtrise la régularité ou la fréquence avec laquelle les choses se sont déroulées, ceci soit parce qu'on a été associé au comité en charge de la gestion, soit alors parce qu'on a été parmi les bénéficiaires. » (Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Dans les villages, ces aides étaient en général perçues indépendamment des filières et dispositifs institutionnels, selon d'autres critères, par exemple leur volume ou leur date.

> A Tondikiwindi, le chef de village parle ainsi de deux types d'aide : « La 'grande aide' est arrivée en septembre 2005 ; chaque chef de famille a eu deux sacs de riz. La 'petite aide', elle, est arrivée en même temps que les premières pluies en juin 2005 ; chaque chef de famille a eu quelques tiya (une ou deux) de gari, de riz, de niébé (…) La petite aide nous a causé des problèmes ; on nous a donné 5 à 6 sacs pour 495 chefs de famille et plus de 4 000 personnes. Il a fallu rassembler le village pour montrer ces sacs. On a mesuré en tiya devant tout le monde et on a divisé entre les 495 chefs de famille. Malgré ça, les populations nous accusent d'avoir détourné l'aide. Et selon eux, c'est pourquoi très peu de quantité est arrivée chez elles (…) La grande aide est arrivée deux fois. La première fois en septembre 2005 : 2 sacs de riz de 50 kg (100 kg) par chef de famille. La deuxième fois en octobre 2005 : 1 sac et demi de riz (75 kg) par chef de famille (…) Quand elle arrivait, la faim avait déjà diminué. Si la distribution était à refaire, j'aurais proposé de décembre 2004 à janvier 2005. » (In Koné, rapport Tondikiwindi).

Les populations parlent plutôt indifféremment d'une aide fournie par « les Blancs », tandis que, du coté des autorités, on a tenté au contraire de renvoyer toute aide à l'action bienveillante de l'Etat et du président.

> « La faim ne peut tuer personne ici grâce aux Blancs, grâce au PAM. Ce sont des Noirs qui viennent ici au village mais je suis sûr que ce sont les Blancs qui les envoient parce que le Niger n'a pas d'argent. » (Un paysan, in Koné, rapport Tondikiwindi).

> Lors de la distribution des vivres du PAM à Bambey, un incident a surgi. « Le gouverneur était venu lui-même pour le lancement des opérations. Le maire était absent, il était à une formation et son adjoint au village. J'étais donc seul ici (…) pour représenter la commune. Le gouverneur et le préfet ont tenu tous les deux leurs discours pour dire que l'aide, c'est l'Etat qui l'a amenée. Le gouverneur m'a alors demandé, en tant que représentant de la commune, de dire quelque chose. Donc ce que j'ai dit, je ne me souviens pas en totalité mais c'était quelque chose comme ça : « Nous remercions l'aide internationale et en particulier le PAM qui nous aide en cette période si difficile pour les populations ». C'est en ce moment que le gouverneur a dit : « Ceux là, ils parlent des gens du PAM et de CARE, ce sont des imbéciles ! C'est l'Etat qui a octroyé l'aide, ils mentent les salauds, tu entends, monsieur le conseiller, c'est une aide de l'Etat ! » (Un conseiller municipal, in Hamani, rapport Bambey).

Les modalités de distribution ont varié, selon l'une ou l'autre filière, ou selon les conditions locales, tant au niveau des responsables chargés de la distribution (chefs, ou élus, ou comité *ad hoc*, ou agents d'une ONG…) que des critères d'attribution (recensement préalable, livret de famille, simple contrôle du chef…).

> En juillet, la commune de Bambey a reçu de la CCA 292 sacs de riz. « L'opération de distribution a été coordonnée par les élus locaux de la commune. Le dispositif mis en place pour coordonner la distribution comprenait en plus des élus locaux ou de leurs suppléants les représentants des partis politiques. L'ensemble des conseillers a été impliqué dans les opérations de distribution dans leurs villages respectifs. Il en a été de même pour les suppléants. La composition du « comité » de distribution traduit un souci de transparence. Aux dires des responsables municipaux, c'est l'opération qui a suscité le moins de remous et de suspicion au sein de la population. (…) Elle a concerné « tout le monde » sans aucune forme d'exclusive. En revanche, (…) les ménages ont obtenu moins que la quantité de vivres reçus lors de la vente

à prix modéré, à savoir 1 kg de riz. » Cette distribution a donc été considérée comme juste, mais dérisoire. De plus, les élus se sont plaints de l'immixtion des autorités : « …Nous avions déjà fait les répartitions à tous les villages de la commune en fonction des cartes de famille. Au dernier moment le préfet et une délégation venue de Niamey étaient arrivés ici pour dire que l'aide doit être donnée seulement aux villages qui sont aux alentours du chef lieu de la commune. Si on avait respecté notre répartition, tous les villages administratifs allaient bénéficier de l'aide » (conseiller municipal de la commune de Bambey). Dans la même commune, le PAM a procédé à des distributions plus importantes, confiées à l'ONG Care. Pour ce faire un recensement de la population a été effectué. Mais beaucoup de hameaux de culture éloignés ont été omis, ainsi qu'un gros village de 4 000 habitants (Edir). « Quant aux villages recensés (…) on a assisté à un recensement de « noms fictifs », pour emprunter les propos du receveur municipal. Une part importante de la population enregistrée avait déjà migré. ». Certains se sont fait enregistrer deux fois. « Dans les gros ménages, la stratégie a consisté à procéder au fractionnement en plusieurs micro-ménages afin de maximiser la ration. » (Hamani, rapport Bambey).

A Roumbou, pour le PAM, « les centres de distribution ont été organisés par grappes de 5 à 10 villages, rattachés à un centre proche. « Nous faisons des tas pour dix personnes, nous demandons aux bénéficiaires de faire des empreintes sur les listes et chaque groupe prend pour dix personnes et partent se partager. C'est une stratégie pour aller plus vite parce qu'il y a des centres où vous avez 600 à 800 personnes » (un agent de World Vision). Les distributions ont eu lieu à l'école : « Ce sont les Nassaru (Blancs) et un Ghanéen qui sont venus pour la distribution. Les Nassaru regardent comment la distribution est faite. Ils observent et prennent des photos. » (Un chef de village). La distribution a été faite par les agents de World Vision : « Quand on appelle le nom de la personne, on demande au maïgari [chef de village] si c'est lui. Le maïgari atteste et on lui donne ». (Un chef de village). Lors des distributions, les agents des organisations humanitaires ont été confrontés à des difficultés liées à la mauvaise estimation de la population vulnérable des villages, ou à l'omission d'un village sur la liste de la CCA (…). Pendant cette distribution l'administration n'a pas été associée, tous les représentants de l'Etat ont déploré cet état de fait. «… Nous, nous ne faisons que suivre, on n'est pas vraiment un acteur direct, nous ne faisons que constater et suivre ; et c'est pour ça que nous avons eu beaucoup de problèmes. » (Le préfet ; Moha, rapport Roumbou).

Dans toutes les communes, certains villages ont été exclus. Parfois les distributions annoncées n'ont pas eu lieu. Partout les quantités acheminées (au moins lors de la première distribution) ont été jugées très insuffisantes. Partout, de nombreux soupçons de favoritisme (fondés ou non, nous ne pouvons en juger) ont été émis.

> « L'aide de l'Etat a été très insuffisante, une ou deux tiya par personne…Que représente pour quelqu'un qui a faim quelques grammes de farine de manioc ? » (Un chef de ménage vulnérable, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

> « La commune rurale de Olléléwa a reçu du CCA un stock de vivres de douze tonnes comportant deux cent deux colis composé de sacs de riz, de sacs de farine de blé, de macaroni, de caisses de thé vert et de cartons de dattes. Le stock de vivres a été réceptionné par le maire de la commune puis entreposé à Bakin Birji parce que, officiellement, le chef lieu Olléléwa est difficile d'accès car la route latéritique qui le relie à Guezawa était en mauvais état. En fait, certains de nos enquêtés accusent le maire d'avoir volontairement entreposé les vivres à Bakin Birji, village dont il est originaire, pour avoir une influence et un contrôle effectif sur la répartition des vivres. (…) Après la répartition, le chef lieu de la commune Olléléwa s'est retrouvé avec deux sacs de riz, deux sacs de farine de blé, six cartons de dattes et une caisse de thé vert. La distribution a été organisée par les chefs de quartiers sous le contrôle des conseillers municipaux présents dans le village. Il était décidé que les sacs de riz et de farine de blé allaient être distribués par les chefs de quartiers aux populations alors que le thé et les dattes seraient distribués à la mosquée sous forme d'aumône aux mendiants et aux talibés. (…) Certains villages de la commune n'ont pas bénéficié de l'aide parce qu'au moment de la répartition le tonnage était insuffisant et ces villages ne disposaient pas de ressortissants influents au sein du conseil municipal. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

> Toujours à Olléléwa, l'aide distribuée par le PAM en septembre (1 026 sacs de riz de 50 kg) a suscité de grandes controverses. Cette aide était prévue pour les seuls 17 villages de la commune déclarés déficitaires par les services agricoles. Mais le préfet et le maire décidèrent de la répartir entre les 101 villages de

la commune. « Les populations avaient appris par je ne sais qui que le village d'Olléléwa avait reçu une grande quantité de vivres et chacun se retrouverait avec un sac…Quand le préfet est venu, il a dit qu'on va partager l'aide à tous les villages de la commune. Ils ont ouvert un sac et ont commencé à distribuer un kg par personne. Les gens ont trouvé ça trop peu et ont commencé à insulter le préfet et exiger la présence des chefs traditionnels. Il y avait une grosse tension et dans la confusion, un malade mental a assommé le garde de corps du préfet. Heureusement, j'étais arrivé pour calmer les gens. Le préfet fut évacué à mon domicile en attendant que les gens se calment. On a fermé la banque et le préfet est parti après. » (Le maire). Finalement, la décision fut prise d'en revenir aux 17 villages prévus initialement. Olléléwa a bénéficié de 79 sacs, réservés aux femmes : elles devaient se constituer en groupes de sept pour se partager chaque sac de 50 kg. (Rapport Ali Bako, Olléléwa).

« Nous avons dû interrompre la distribution après que le gouvernorat de Zinder nous ait demandé d'arrêter disant que les gens de Tirmini avaient eu suffisamment d'aides. Comme c'est l'Etat, nous avons été obligés d'exécuter. Les gens n'ont pas compris et on a laissé les autorités locales avec des revendications à gérer. » (Un agent de World Vision, in Guillermet, rapport Tirmini).

Un comité associant les principaux acteurs locaux a fréquemment été constitué au niveau des communes, mais la réalité de son action semble assez variable.

A Guidan Roumji, un comité chargé de la distribution gratuite de l'aide a été créé assez tardivement (octobre 2005) par arrêté du maire. Il comprenait 15 membres : représentants du conseil communal, représentants des services techniques, (élevage, agriculture, développement social, développement communautaire), représentants de la société civile (associations), chef de canton, représentants des partis politiques, représentant de la gendarmerie. « Mais aux dires de nombreux acteurs locaux, et parmi eux certains membres du comité, la structure s'est surtout illustrée par son manque de dynamisme et de transparence dans la conduite des opérations. « Personne ne m'a jamais dit que je suis membre du comité, à vrai dire c'est à travers vous que j'ai entendu qu'il y avait eu un comité pendant la crise et qui regroupait certaines structures, mais moi je n'ai pris part à aucune des réunions du comité » (une personne officiellement membre du comité).

« Je ne suis pas au courant de l'existence du comité et je n'ai pris part à aucune des réunions tenues par lui. » (Une autre personne, officiellement membre du comité, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Le PAM et la CCA ne tentèrent pas de procéder à un ciblage social, trop complexe à mettre en place dans la situation d'urgence qui prévalait. Les distributions gratuites étaient donc généralisées, dans les zones considérées comme affectées, mais théoriquement réservées aux villages de ces zones considérés comme très déficitaires par le SAP. Au niveau des villages attributaires, pour éviter les fraudes et distribuer les secours en fonction de la taille des familles, deux principales techniques ont été employées : le recensement des familles (plutôt par les ONG avec lesquelles le PAM sous-traitait), ou la présentation du livret de famille (qui signale le nombre de personnes à charge, par les comités sous-régionaux, et parfois des ONG liées au PAM). La consigne commune venant du PAM et de la CCA était de donner un sac de 100 kg pour une famille de sept personnes, dans tous les villages classés vulnérables (les acheminements de vivres se sont faits sur cette base, à partir de la base de données de la CCA sur les villages vulnérables du pays). Mais cette consigne a été mal expliquée et mal comprise (100 kg par famille, par exemple, quelle que soit sa taille), ou transformée (exclusion des hameaux dépendant des villages vulnérables, ou inversement ajouts de villages non classés comme vulnérables ; création d'une grille de seuils de distribution selon la taille des familles, par certaines ONG).

Le recensement a posé certains problèmes et créé diverses insatisfactions, dues entre autres au caractère expéditif de l'opération.

« Ils sont paresseux, les jeunes. S'ils viennent à Bambey, comme Dan Gaba, le village sur la colline là-bas, fait partie de Bambey, ils ne vont pas là-bas. » (Le maire de la commune, in Hamani, rapport Bambey).

« Nous avons rencontré beaucoup de difficultés à ce niveau (confection des listes). Il y a des villages qui dépassent 100 ménages, mais sur la liste (du PAM) on trouve 20 ou 30 ménages… » (Un agent de World Vision). « L'année dernière, nous n'avons pas été inscrits, c'est seulement 11 chefs de ménages sur 140 qui ont reçu l'aide du PAM, soit 20 sacs. Quant

> au village de A., il a reçu 440 sacs ; or, je le dépasse en nombre d'habitants. » (Un chef de village, in Moha, rapport Roumbou).

Quant à l'association, entre livrets de famille et distributions, elle a posé d'autres problèmes. Le livret de famille témoigne en effet de ce que le chef de famille a payé l'impôt (ancien impôt capitaire de la colonisation, devenu taxe d'arrondissement, puis tout récemment taxe municipale) pour toute sa famille. Or, pour payer moins d'impôts, de nombreux chefs de famille déclarent moins de personnes à charge qu'ils n'en ont : certains, qui avaient déclaré par exemple seulement six personnes à charge alors qu'ils en avaient en fait 20, se sont donc estimés lésés. Mais inversement, quitte à payer plus d'impôts, de nombreux chefs de famille ont fractionné leur famille, pour pouvoir bénéficier de plus de céréales. Certaines municipalités ont fait du paiement de l'impôt par les contribuables une condition d'accès à l'aide.

> « Quand quelqu'un se présente, il montre le livret. Il y avait le maire ou le vice maire. Si tu as des arriérés d'impôts, tu les payes d'abord avant de recevoir tes deux sacs. Des frères d'une même famille qui voulaient avoir des sacs, parce que chacun est marié, ont dû chacun chercher son livret. Ca été une manière astucieuse de recouvrer les impôts (700 FCFA par personne par an), de recenser la population, et de renflouer les caisses de la mairie. Ça a été l'occasion, pour les femmes veuves chefs de ménage, de s'enregistrer comme tel. » (Un agent distributeur, in Koné, rapport Tondikiwindi).

Une autre conséquence du lien entre distribution et livret a été que les populations ont souvent perçu le fait de bénéficier d'une aide alimentaire comme une conséquence du fait d'avoir payé l'impôt. L'aide alimentaire apparaissait alors comme un droit du contribuable. Mais dans les zones non touchées par les distributions, le sentiment d'injustice est devenu évidemment très fort. Pourquoi eux qui avaient aussi payé l'impôt, étaient-ils exclus des distributions ? Comme à l'évidence, dans les zones officiellement vulnérables, de nombreux villages avaient eu autant, ou plus, de récoltes que de nombreux villages des zones déclarées non vulnérables, le sentiment d'injustice en était renforcé.
Parfois, comme à Tirmini, on ajouta au livret de famille une condition supplémentaire : la présence de l'épouse, censée être une garantie que les vivres bénéficieraient bien à la consommation familiale et ne seraient pas revendus par le chef de famille. Mais, comme souvent, ce type de mesure de contrôle engendra des effets inattendus :

> Lors de la distribution « des hommes ne furent pas accompagnés de leurs épouses, soit qu'ils n'en avaient pas (elles sont décédées, divorcées) ou qu'elles étaient indisponibles (alitées ou en voyage…), soit qu'ils ignoraient la consigne et venaient de villages éloignés. Des femmes de Tirmini, avec l'accord de leur époux, offraient alors la possibilité d'un mariage blanc, arman visa, sous le regard amusé des autorités coutumières. (…) Les jeunes femmes ne se rendirent pas non plus sur le lieu de distribution, la place fut laissée aux anciennes, moins sujettes à la jalousie de leur mari. Enfin, les femmes d'origine aristocratique ne « se louèrent pas », refusant de feindre d'être mariée à leurs « sujets ». Elles se contentèrent d'observer leurs voisines. En échange de ce service, nécessaire pour que l'homme puisse obtenir les sacs qui lui étaient alloués, les femmes obtinrent tantôt deux tiya de mil, tantôt 1 000 FCFA. De cette mascarade, tous sortirent victorieux : les hommes seuls, les femmes et leurs ménages, les autorités feignant de respecter les principes imposés par leurs partenaires tout en participant à la supercherie montée par leurs « sujets », ainsi que l'ONG et le PAM satisfaits d'avoir atteints leurs objectifs « sans problèmes ». (D'après un agent de Worldvision et du PAM, Guillermet, rapport Tirmini).

Il faut signaler enfin que, même dans les zones dites vulnérables, ces distributions n'ont pas concerné certaines fractions de la population, d'autant plus sensibles à cette exclusion : des villages périphériques non officiellement reconnus, des éleveurs transhumants, et de nombreux hameaux de culture (*tunga* en hausa), pour lesquels les paysans quittent leurs villages pendant l'hivernage.

Centres de récupération nutritionnelle

La malnutrition infantile ayant été le déclencheur de la mobilisation médiatique, de très nombreux centres de récupération nutritionnelle intensifs (CRENI) ou ambulatoires (CRENA) se sont ouverts. Non seulement les ONG médicales spécialisées sont intervenues[26], non seulement de

[26] MSF-France, bien sûr, déjà présent avant la crise, mais aussi MSF-Belgique, MSF-Suisse, Médecins du Monde…

nombreuses ONG humanitaires ont également investi ce créneau relativement habituel pour elles[27], mais aussi des ONG de développement se sont reconverties dans ce domaine.

> Par exemple Care, qui est sans doute la principale ONG internationale présente au Niger, et depuis longtemps, devait implanter du *food for work*, avec l'appui de Catholic Relief Service, dans dix villages déficitaires du canton de Tirmini. « Mais les financements furent finalement orientés vers des projets de récupération nutritionnelle. Care modifia donc son projet pour ouvrir trente CRENA dans le canton de Tirmini. » (Guillermet, rapport Tirmini).

Un élément très important de la situation est que, au-delà des dispositifs de détection des enfants malnutris, et de leur prise en charge nutritionnelle, les ONG intervenant dans ce domaine ont à peu près toutes, à la suite de MSF, distribué de surcroît des vivres gratuites aux familles des enfants malnutris (au début aux familles des seuls malnutris sévères, puis également aux familles des malnutris modérés)[28].

Le fait d'avoir un enfant reconnu comme malnutri était donc un « ticket d'accès » à des céréales, farines, et autres denrées (huile, sucre).

En fonction des intervenants, ces distributions étaient hebdomadaires ou toutes les deux semaines tant que l'enfant était soigné (rations dites de « protection » ou de famille), et il s'y ajoutait une importante dotation finale lorsque l'enfant sortait du dispositif de prise en charge (rations dites de décharge).

> Avec MSF, « la mère de l'enfant reçoit une ration de protection de 5 kg de farine enrichie et 1 litre d'huile végétale pour la semaine. Quand l'enfant est guéri et sort du programme MSF, elle reçoit 50 kg de mil, 25 kg de niébé et 10 litres d'huile à son départ ». (Koné, rapport Madarounfa).

Pour les familles bénéficiaires, cette aide a donc été relativement plus élevée que les distributions gratuites généralisées du PAM et de la CCA et a donc constitué un enjeu important. Les femmes qui rentraient dans leurs villages avec les vivres du CRENA étaient félicitées, et, bien évidemment, en redistribuaient une partie dans leur entourage. Quand on avait un enfant malnutri reconnu comme tel dans un CRENA, c'était un « *bébé de la chance* ».

> « Les règles d'admission n'étant pas expliquées aux mères, c'est avec l'observation et les rumeurs qu'elles ont conclu que les distributions concernaient les enfants qui font la diarrhée et/ou qui sont maigres. (…) Dès lors, aller dans un CNT (CRENI/CRENA) était donc devenu une épreuve, ou un concours. Les femmes étaient prêtes à braver les longues distances et les « bâtons » des agents du maintien de l'ordre pour participer à ce concours : « On nous a chassées avec des bâtons, on nous tape… des femmes sont restées malgré le bâton » (A.M). Certaines ne dormaient presque pas, pour figurer parmi les premiers arrivés. Suite à cette « épreuve », tout le village savait qui étaient les « bébés de la chance ». (…) Les « bébés de la chance », ce sont ceux qui portent un bracelet après l'examen, et donc ont le « droit » d'être traités, ce qui permettra à leur mère d'avoir des rations. (…) Le bracelet, c'est le signe qu'on a eu la chance. Le bracelet, c'est l'instrument qui permet aux agents de mesurer rapidement le tour de bras d'un enfant de moins de cinq ans et de pouvoir établir un premier diagnostic de son état nutritionnel. » (Koné, rapport Madarounfa)

A Bambey, les femmes des villages avoisinants ayant reçu un sac de céréales au CSI doivent en distribuer une partie avant même de rentrer chez elles : une demie tiya ou une tiya pour la femme qui procède au partage, une part pour le charretier qui transportera le sac, des mesures pour les femmes du village qui les ont accompagnées et n'ont pas été « admises », etc. De plus, « une fois chez elles, la majorité affirme avoir redistribué au sein de la concession la ration obtenue au CSI. Sur un plan social, la ration contribue au renforcement des liens inter-ménages dans les concessions. » (Hamani, rapport Bambey).

Par contre, les femmes dont l'enfant n'avait pas été retenu comme malnutri lors des dépistages, percevaient la situation comme profondément injuste, et ceci d'autant plus que la malnutrition infantile n'est pas une entité nosologique populaire, autrement dit n'est pas perçue comme étant une « maladie ».

[27] Action contre la faim (Espagne), Concern, Croix-Rouge, Save the Children, Islamic Relief, International Human Appeal…

[28] Les aides alimentaires et compléments nutritionnels ont été fournis le plus souvent par l'UNICEF aux ONG intervenant sur la malnutrition infantile (sauf pour MSF).

« Les chefs de village ont enregistré de nombreuses plaintes de mères de familles : « Elles ne comprennent pas pourquoi on les convoque et on ne leur donne rien. Elles viennent nous dire qu'on les a fait déplacer sous la pluie et du vent. Elles ont passé toute une journée, affamées, et leurs enfants aussi. Puis on leur demande de rentrer les mains vides. Elles ne comprennent pas, tout le monde a faim et on fait des sélections. Ce sont des situations très difficiles que nous avons gérées en donnant parfois nous-mêmes quelque chose à ces femmes. Elles pensent que c'est nous qui donnons l'ordre. C'est pourquoi elles viennent nous embêter. Il m'est arrivé de me cacher pour ne pas subir le courroux des femmes. » (Koné, rapport Madarounfa).

« Quand on annonce à une femme que son enfant n'est pas malnutri, elle se fâche. Certaines femmes nous insultent ; elles pensent qu'on ne veut pas leur donner la ration. Il y en a même qui nous lancent des défis. Elle dit : 'que tu veuilles ou pas, mon enfant sera malnutri'. » (Une infirmière, in Koné, rapport Tondikiwindi).

Autrement dit, les critères employés par les ONG pour détecter la malnutrition infantile étaient interprétés comme des « conditionnalités » d'accès imposées arbitrairement (comme les « projets » ont coutume de faire). Aussi, comme il se doit, diverses stratégies de « contournement » ont été employées par les mères exclues des distributions pour cause d'enfant non-malnutri : « emprunter » un enfant malnutri à une voisine ou une parente, apitoyer ou soudoyer un agent des CRENA, tenter de déclencher une diarrhée amaigrissante chez l'enfant[29]…

« On voit un enfant malnutri qui passe d'une femme à une autre. » (Un infirmier du CSI, in Hamani, rapport Bambey).

« Certaines se font fabriquer de faux bracelets à mettre au poignet de leur enfant, d'autres en achètent chez des agents véreux (2 000 ou 2 500 FCFA /le bracelet). (…) Tricher avec les bracelets est aussi une épreuve angoissante car des agents vigilants ont pu repérer des tricheuses (ils coupent le bracelet) ; dans ce cas-là, c'est « la route de la honte » (*hanya kumya*) qu'on emprunte. Les tricheuses redoutent cette sortie peu honorable dont on parlera dans tout le village et même dans d'autres villages dont les femmes sont présentes (souiller sa réputation). Certaines femmes essaient de contourner cet obstacle en cherchant des alliés dans le CNT afin d'être retenues ; cette forme de tricherie paie parfois quand on a des PAC (parents, amis et connaissances) en rapport avec des agents du centre. Des femmes « empruntent » des enfants déjà acceptés par les CNT (centres nutritionnels thérapeutiques) pour les représenter en divers lieux (à des postes ambulatoires) : « l'emprunteuse » partage les vivres avec la mère du bébé (partage égal en deux ou parfois deux tiers pour « l'emprunteuse » et un tiers pour la vraie maman). Il y a même des mères qui essaient de produire chez l'enfant une mise en conformité avec les critères imposés par MSF pour « gagner le bracelet » (autrement dit avoir l'apparence de la malnutrition) en usant de certains produits ou certaines décoctions : yakwa (oseille), sobo (fleur de l'oseille blanc) farin sobo, samia (tamarin), adwa (plante sauvage toxique). Ils créent une diarrhée qui fait maigrir très vite l'enfant. (…) Une femme, chargée de la surveillance nutritionnelle des enfants dans son village, précise que « dans notre village, il y 69 femmes qui ont été à kwamisu [CRENA]. Parmi ces 69, plus de 30 ont donné à leurs enfants de l'oseille ». Souvent, l'enfant est déjà maigre, mais risque de ne pas « passer l'examen » : une diarrhée va permettre de lui donner de meilleures « chances ». Le risque est faible, selon les mères, puisqu'on va l'amener directement chez les docteurs. Et l'enjeu est important : la nourriture d'abord, les félicitations du village aussi, face à une épreuve dont la mère est sortie victorieuse. » (Koné, rapport Madarounfa).

Certaines femmes ayant un enfant malnutri peuvent aussi tenter de le faire soigner dans plusieurs CRENA, afin de bénéficier de plusieurs rations.

C'est le cas de M.A., de Safo Nassarawa, qui a fréquenté deux centres simultanément, avant de se rendre ensuite dans un troisième : « En fait, la farine est distribuée après chaque pesée des enfants, autant au dispensaire de Safo qu'au dispensaire de Endoumé. Moi j'ai les deux carnets. Je fais la pesée au niveau des deux dispensaires. Au début je n'avais que celui de Safo. Mais comme j'ai une tante qui travaille au dispensaire de Andoumé, c'est elle qui m'a demandé de m'inscrire chez eux. (…) On nous donnait un sac de farine une fois par mois. On distribuait

[29] La diarrhée étant un phénomène très banal dans la région, et l'enfant étant amené dans un CRENA où les femmes savaient que les « docteurs blancs » allaient le soigner avec efficacité, cette tactique ne doit pas être perçue comme émanant nécessairement de « mauvaises mères »…

cette farine chaque dernier vendredi et jeudi du mois. Moi je partais les vendredis à Safo, les jeudis à Djiratawa. (…) Je sais faire la différence entre les deux bracelets. A chaque fois que je vais me rendre dans un centre donné, je lui place le bracelet correspondant et laisse l'autre à la maison. (…) Après je suis partie à Madarounfa où j'ai été acceptée à travers les connaissances que j'avais tissées avec deux dames (…) J'y partais chaque semaine et jusqu'à sept fois. (…) On m'a donné un sac de mil, un sac de haricot et 10 litres d'huile. » (Koné, rapport Madarounfa).

« Il est arrivé que les mêmes enfants soient pris en charge et par la Croix-Rouge et par MSF. Ce déficit de collaboration entre les ONG a été une aubaine pour certaines familles qui ont bénéficié d'une double prise en charge. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Au-delà de ce schéma général que l'on rencontre partout où furent implantés des CRENA, on note des variantes selon les ONG. Ainsi, à Tirmini, Care, qui est habitué à intervenir en termes de développement, on a tenté une innovation : recruter localement des « mamans-miroirs »…

« Dans l'optique de ne pas faire de la malnutrition uniquement une sanction positive accompagnée de denrées (mil et sorgho distribués par la femme bénéficiaire dans sa concession), Care recruta des mamans « miroirs » ou « mamans lumières » qui devaient jouer le rôle de modèle. Une enquête devait être réalisée pour désigner ces femmes. Elles devaient tenir leurs foyers propres, prendre soin de leur hygiène et de celle de leurs enfants non touchés par la malnutrition. Ces femmes devaient également avoir accouché une fois dans un centre de santé, et ne pas adhérer aux croyances relatives à la consommation de l'œuf pouvant conduire au vol ainsi qu'à la méfiance à l'égard du colostrum[30]. Ces « mamans lumières » étaient considérées par Care comme des déviantes positives, à donner en exemple. Contre le travail de préparation des bouillies et recettes traditionnelles (utilisant les ingrédients locaux) tel que le couscous, montrées aux mères accompagnant leurs enfants, elles percevaient du mil. Care avait fixé cette compensation afin d'éviter que leur absence fragilise leur progéniture. De même, durant la période du travail des champs, la présence assidue des mères accompagnant les enfants malnutris ne fut plus exigée, de l'Unimix acheminé par l'UNICEF leur fut remis. » (Guillermet, rapport Tirmini).

Mais le recrutement de ces femmes ne s'est, en fait, pas conformé aux exigences de Care, et n'a pas échappé aux pesanteurs sociopolitiques locales.

« Les femmes de Tirmini minimisent cette fonction d'exemple. Pour elles, modubai signifie « celles qui préparent pour les mères des enfants qui ont *tamowa* [malnutrition] » et non celles qui reflètent une propreté exemplaire qu'il convient d'imiter. Nous avons rencontré trois femmes modubai, désignées par la population comme telles. T. est l'une des femmes les plus riches du village et l'amie de la première épouse du chef de canton. Une seconde est l'épouse d'un notable de la cour. Enfin la troisième est l'épouse d'un frère cadet du chef. (…) Arrivés à l'improviste pour les entretiens, et ceci quelque soit les foyers, nous n'avons pas constaté de différences flagrantes avec les autres femmes du village. De même, le respect des règles de Care pour désigner les « femmes lumières » est à relativiser, les veuves n'ayant pas été désignées comme modubai malgré l'état de leurs enfants. (…) Comment ces femmes modubai ont-elles été recrutées ? (…) Le chef de canton les aurait désignées, les trois femmes rencontrées n'ayant pas eu à subir les entretiens des agents de Care. Elles décrivent la surprise quand on vint leur proposer un rôle au CRENAM alors qu'elles n'avaient pas postulé. » (Guillermet, rapport Tirmini).

Autres interventions de projets, d'organisations internationales ou d'ONG du Nord

Rappelons que nous ne décrivons ici que les seules interventions ayant pris place dans nos 7 sites. Vu la répartition géographique de fait des ONG (à chacune sa zone), bien d'autres institutions que celles qui sont mentionnées ici ont développé des actions dans le pays.

UNICEF

L'UNICEF et le FNUAP ont procédé pour leur part à des distributions alimentaires gratuites catégorielles (les vivres, riz ou haricots, étant complétés par un kit d'accouchement, du savon, une moustiquaire…), réservées aux femmes enceintes. Ces distributions étaient conditionnelles : les femmes devaient être suivies médicalement dans les CSI (consultations prénatales et postnatales, accouchement au

[30] Parmi certains facteurs culturels ayant une influence négative sur l'alimentation des nourrissons et enfants, il y a, dans certaines régions hausa, le fait de ne pas donner le colostrum à téter à la naissance (il est considéré comme facteur de maladies comme kaï kaï) et de ne pas faire manger d'œufs aux enfants (cela les rendrait voleurs).

CSI). Il s'agissait, par le biais de l'aide alimentaire, de « motiver » les femmes pour que les accouchements rentrent dans la filière de santé publique officielle.

En l'occurrence, ces distributions eurent beaucoup de succès et ont engendré un afflux de femmes enceintes vers les CSI (Tirmini, Olléléwa), mais dans un contexte rural où les consultations prénatales et postnatales étaient déjà assez largement suivies.

Goal

Goal (une organisation humanitaire irlandaise) a organisé des « foires au bétail » (petits ruminants) selon un système assez particulier, fondé sur un « ciblage social ». Les chefs de canton, villages ou quartiers devaient désigner une série de personnes vulnérables, auxquelles les agents de l'ONG, après avoir vérifié leur « vulnérabilité », remettaient des « bons d'achat », valables pour se procurer du bétail lors de la foire. Un accord avait été passé avec des éleveurs et commerçants de bétail, qui devaient respecter des fourchettes de prix.

> « Des agents recrutés localement devaient veiller aux respects des règles établies. La chèvre devait ainsi coûter entre 5 000 et 9 000 FCFA (prix du marché en novembre 2005 : 7 500)[31]. Le mouton était évalué entre 11 000 et 15 000 FCFA (prix du marché en novembre 2005 : 13 000). Le bénéficiaire se présentait avec un bon d'achat de 41 500 FCFA pour le ménage, complété par 10 000 FCFA pour que la femme puisse démarrer une activité génératrice de revenus. Les commerçants se présentaient au responsable de Goal à la fin de la foire avec les bons d'achat récoltés, pour établir une facture, payée après 48 heures. » (Guillermet, rapport Tirmini). En fait, dans le cas de Tirmini, les chèvres achetées ne sont pas restées longtemps dans les mains des acheteurs, et l'argent obtenu n'a pas été consacré à l'achat de vivres : « Les bénéficiaires craignirent que leurs nouvelles chèvres rejoignent leur troupeau d'origine le temps des transhumances venu. Ils les vendirent. Avec l'argent obtenu, certains se procurèrent des « chèvres rousses », sacrifiées durant la période de Ramadan et de Tabaski. Si le but initial, qui consistait à procurer un début de cheptel, ne fut pas atteint, la foire au bétail permit aux plus vulnérables de satisfaire des besoins essentiels pour ne plus se démarquer des autres : respecter les obligations sociales (sacrifices religieux et partage) et répondre à des standards dépassant leur pouvoir d'achat habituel (comme des chaussures à la mode). Les 10 000 FCFA furent utilisés pour l'achat de matériel (ustensiles de cuisine) ou encore pour la santé des enfants (visites au CSI). » (Guillermet, rapport Tirmini).

Par ailleurs, le chef de canton trouva normal de prendre une commission sur les sommes reçues par les familles qu'il avait désignées comme vulnérables et donc bénéficiaires. « Des listes furent établies. Mais les notables interprétèrent le système d'intervention pour en obtenir « la part du chef » ou la « part de la cour », tribut qui leur est normalement dévolu. La cour se vit en effet confier la distribution des bons d'achat. Pour les récupérer, les bénéficiaires devaient remettre 2 000 FCFA à la cour ainsi que 500 FCFA en échange du bon. » En outre, de l'avis général, divers « passe-droits » furent accordés, et des riches « déguisés en pauvres » bénéficièrent de bons d'achat, parfois en lieu et place de familles vulnérables, parfois sous la forme d'une liste additive qui permettait aux chefs de satisfaire à la pression de leurs familles (obligation morale de « servir » des parents ou obligés) :

> Q : « L'année passée, tu as reçu l' « aide des chèvres » ?
>
> R : Non. On nous a demandé même de donner 2 000 FCFA. Je n'en avais pas, il a fallu que je parte à l'autogare pour emprunter. J'avais amené la somme à la cour du chef de canton mais à ma grande surprise on m'a ramené mon argent.
>
> Q : Pourquoi on t'a ramené ton argent ?
>
> R : Ah ! On a remplacé mon nom par celui de quelqu'un des villages voisins qui a donné plus d'argent que moi.
>
> Q : Mais au départ tu faisais partie des gens qui devaient en bénéficier ?
>
> R : Oui. Il y a des agents qui étaient venus pour poser des questions. Ils nous ont donné rendez-vous plus tard. Avant qu'ils ne reviennent, on est venu nous dire de donner chacun 2 000 FCFA. C'était une sorte de corruption pour que la personne soit servie avant les autres. C'est une corruption car les gens qui collectent l'argent (les gens de la cour) l'empochent. » (S.T., un paysan, in Guillermet, rapport Tirmini).

[31] Selon les chiffres estimés par l'agent de l'élevage en poste à Tirmini.

Dans la commune d'Olléléwa, on a assisté aux mêmes phénomènes lors de la foire au bétail organisée à Bakin Birji fin 2005. « Certains membres de la cour du chef de canton avaient été inscrits sur la liste des personnes vulnérables. Le jour de la foire, ils s'étaient présentés vêtus de leurs plus beaux habits. Les agents de GOAL refusèrent de leur remettre les bons d'achats sous prétexte qu'ils n'étaient pas concernés par la foire parce que leurs tenues trahissaient leur statut. Consigne donc a été donnée à tous ceux dont les noms figuraient sur les listes de s'habiller en loques pour pouvoir bénéficier des coupons. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

GOAL a également procédé à des distributions d'argent ou de vivres, avec ses propres critères.

A Sabon Kafi (commune d'Olléléwa), en septembre 2005, 72 tonnes de riz et 14 tonnes de haricots ont été distribuées à toutes les familles enregistrées officiellement sur le registre d'impôt. Une famille de 1 à 4 personnes recevait une demi-ration (25 kg de riz et 5 kg de haricot), de 5 à 8 personnes une ration, de 9 à 12 une ration et demie, de 13 à 16 deux rations, et plus de 17 personnes deux rations et demie. (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Oxfam

Cette ONG est surtout intervenue dans le secteur de l'élevage.

Dans la zone de Dakoro et Roumbou, « Oxfam a racheté plus de 600 animaux au prix de vente d'une année normale soit 30 000 FCFA l'UTB. Ces animaux ont été abattus, découpés puis la viande a été transformée en viande séchée par les communautés elles-mêmes. La collecte, l'abattage, la découpe des animaux, l'enterrement des carcasses ainsi que la cuisson (incluant la mise à disposition du bois et d'eau) et le séchage de la viande ont généré de nombreuses activités qui ont été rémunérées en bons. Oxfam et AREN ont abattu, sur la zone, 600 animaux, ce qui a permis de préparer plus de 4 tonnes de viande séchée. Cette viande, vérifiée par les services vétérinaires du projet PROXEL, a été distribuée à 2 000 bénéficiaires très vulnérables, à raison d'environ 2 kg chacun. En période post crise agro-pastorale, Oxfam et l'AREN ont aidé les foyers qui avaient perdu la quasi-totalité de leur bétail à re-stocker un petit nombre d'animaux à travers un système de rotation. Cette pratique se réfère à la pratique locale peule 'habbanaye' qui consiste à prêter des femelles à d'autres familles, et ensuite soit à rendre les femelles après la mise bas, soit à donner les petits à d'autres bénéficiaires (…). Les bénéficiaires de ce programme sont choisis par les communautés elles-mêmes, parmi les personnes qu'elles considèrent comme très pauvres et qui n'auront pas la capacité de vivre avec leurs troupeaux. Des bons sont distribués aux bénéficiaires. L'opération se fait de la manière suivante : « En début de cette année, nous avons organisé huit foires où les vendeurs se présentaient avec leurs animaux. Les animaux étaient consultés à l'entrée par les services vétérinaires de PROXEL (…). Les acheteurs se présentent à la foire avec leurs bons et négocient les différents animaux présentés…à la fin de la foire nous faisons la situation par vendeur, les bons sont récupérés et un reçu remis au vendeur, et il vient se faire payer par chèque. » (Un administrateur d'Oxfam, in Moha, rapport Roumbou).

Caritas

A Bambey, un village ayant été « oublié », le conseiller municipal issu de ce village a obtenu, en passant par la préfecture, 30 sacs de 100 kg de mil de la part de l'ONG CARITAS. Cette distribution n'a profité qu'à 60 ménages. « Pour calmer la population, une seconde tranche avait été prévue. Cette dernière n'est malheureusement jamais arrivée. » (Hamani, rapport Bambey).

Croix-Rouge

A Olléléwa, la Croix-Rouge nigérienne a acheminé 200 sacs de riz de 50 kg en octobre 2005, distribués par le chef de village. Chaque famille a reçu 5 kg. (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Projet de réhabilitation des aveugles et handicapés du Niger (PRAHN)

A Guidan Roumji, à l'initiative du PRAHN, 100 sacs de riz ont été répartis entre les handicapés de la ville (aveugles surtout, mais aussi handicapés moteurs, sourds, lépreux et malades mentaux.

Aides arabo-islamiques

Si les ONG arabo-islamiques étaient présentes depuis déjà un certain temps au Niger (Agence des musulmans d'Afrique, *Islamic relief*, etc.), la crise alimentaire a incontestablement marqué leur montée en puissance, à travers des formes d'intervention nouvelles, dans tout le pays, de façon autonome (parfois coordonnées au niveau national par le comité de crise *ad hoc* constitué par le Premier ministre), en utilisant des procédures spécifiques. Ce sont

elles qui auraient en fait inauguré les premières distributions gratuites. Les aides fournies sont apparues souvent comme relativement inadaptées (dattes, jus de fruits, eau minérale, produits périssables).

Dans les villages, on parle à ce sujet de « l'aide des Arabes », de façon indistincte. Le plus souvent, elle a comporté un « ciblage social », dans la mesure où elle était censée être distribuée aux attributaires de la *zakat* (dîme islamique) : handicapés, veuves et orphelins, mendiants, cas sociaux, vieillards… Mais les produits distribués, les quantités acheminées et les modes de répartition ont varié considérablement, et de grandes confusions ont été suscitées localement par ces aides, qui n'ont pas échappé aux contestations.

> A Tirmini, un « Arabe » amena 100 sacs, « chaque sac devant être partagé entre dix personnes considérées comme « vulnérables » selon les prescriptions islamiques. Veuves, handicapés et personnes âgées devaient ainsi recevoir deux tiya de chaque type de denrées. La mairie se porta volontaire pour abriter les vivres et les distribuer. Des tickets furent remis aux bénéficiaires. Les sacs furent entreposés à la mairie. Les individus concernés furent prévenus et se présentèrent. Des files indiennes furent organisées mais des bousculades éclatèrent. S.T. fut mis à terre. La distribution fut interrompue pour rétablir le calme. Le lendemain, les potentiels bénéficiaires affluèrent à nouveau. » Une bagarre survint, un homme fut blessé, et le magasin fut fermé. Mais « les dix hommes qui avaient aidé pour le déchargement des sacs apportés par « l'Arabe » attendaient leur rémunération. Quatre sacs devaient être partagés entre eux. Les conseillers de la mairie leur fixèrent rendez-vous le lendemain à l'aube pour éviter les manifestations vécues les jours précédents. (…) Des rumeurs de détournement, initiées par les hommes ayant déchargé les camions, circulèrent parmi les habitants de Tirmini. Le rendez-vous matinal, auquel devaient se trouver les déchargeurs et l'agent d'agriculture responsable de la clef du magasin, se transforma en émeute. « Il fallait voir les femmes et les enfants affluer avec des parents. L'agent d'agriculture n'a plus su quoi faire. Moi aussi j'avais peur de ne plus retrouver les sacs qui m'étaient destinés. Je lui ai dit de fermer. Les femmes et les enfants sont restés à l'intérieur. Ils se sont assis sur des sacs alors devenus de fait leur propriété. Les hommes restés à l'extérieur ont récupéré les tables du CEG pour en faire un échafaudage. Ils ont ainsi pu atteindre le toit de la mairie. Vous voyez les grilles à l'extrémité ? Ils les ont enlevées et ont envoyé des cordes aux femmes et des sacs. Elles ont réparti les céréales dans des sacs moins lourds que les hommes tiraient par dessus le mur. Les parents des femmes leur mettaient leurs parts de côté en attendant qu'elles puissent sortir. Le lendemain matin, à l'arrivée du maire, le chef de canton et l'agent de l'agriculture ont ouvert le magasin. Il était vide. Il ne restait plus que les femmes et les enfants » (l'un des hommes ayant déchargé le camion). (…) Les autorités et l' « Arabe » ont choisi de ne pas porter plainte. » (Guillermet, rapport Tirmini).

A Guidan Roumdji, l'aide arabo-islamique a pris plusieurs formes. Tout d'abord, elle a transité par les marabouts : « Un Arabe est venu depuis Maradi et nous a remis du mil, du sucre, des dattes et aussi de l'argent qu'il nous a demandé de distribuer aux gens et c'est ce que nous avons fait dans la plus grande transparence» (un marabout, in rapport Guidan). Tel n'est pas l'avis de tout le monde : « Les marabouts se sont partagé ça entre eux sans faire ce que les Arabes ont demandé de faire, tout celui à qui vous demandez ici vous dira qu'il n'a bénéficié ni des vivres ni de l'argent, moi j'habite dans le quartier et c'est ici même que se trouve l'imam mais je n'ai rien reçu et c'est pareil pour beaucoup d'autres personnes. » (Un habitant). Une autre partie de l'aide arabo-islamique (mil, riz, dattes) est passée par les chefs des quartiers. « L'accès aux vivres se faisait sur la base d'un ticket qui donne droit au détenteur à quelques mesures de céréales (tiya). Selon certains interlocuteurs, les tickets auraient été confectionnés par l'Arabe. Pour d'autres au contraire, ce sont les chefs des quartiers qui auraient initié ce système en vue d'établir une transparence dans la distribution. » (Un paysan) (…). Enfin : « un Arabe a donné trois millions FCFA à la ville de Guidan Roumdji, mais au lieu de partager, les gens de l'administration (*masu iko*) ont demandé de payer l'impôt avec ça sans même demander si on est d'accord ou pas. » (Un paysan, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

L'« aide arabe » à Olléléwa (500 sacs de mil, soit 50 tonnes, en juillet) a été réceptionnée à l'OPVN de Tanout par le maire et acheminée vers la banque céréalière de Olléléwa. « Les autorités coutumières et municipales ont décidé de servir les quatre plus gros villages de la commune, à savoir Olléléwa, Guezawa, Bakin Birji et Sabon Kafi. A Olléléwa, le comité chargé de la

vente à prix modéré a organisé la distribution, sans tenir compte des livrets de famille. « Ce jour là, il y avait un baptême chez moi, il y avait beaucoup d'invités venus des villages environnants mais aussi des gens qui étaient venus profiter du repas de midi… (…) Nous avons donc décidé de donner à tout le monde, tout celui qui était dans le village au moment de la distribution. (…) Nous avons fait des groupes de dix personnes et nous remettons à chaque groupe un sac de 100 kg à partager équitablement » (fils du chef de canton) ». A Sabon Kafi, la distribution a eu lieu le jour de marché ; de plus, averties de la distribution « toutes les femmes des villages voisins qui pouvaient faire le déplacement étaient présentes. Compte tenu du nombre important des femmes présentes à Sabon Kafi, le comité de distribution dirigé par le fils du chef de canton décida de ne retenir que les femmes les plus vulnérables. (…) « Il y avait les personnes ressources pour confirmer si telle femme est vulnérable ou pas…D'ailleurs, à la fin de la distribution, il y avait trente femmes retenues qui n'avaient rien reçu et pourtant elles étaient retenues. J'ai dû racheter de mon propre argent les deux sacs destinés aux dockers pour leur distribuer. » (Le fils du chef de canton) (…). Sur les 500 sacs de départ, 403 ont été distribués. Les 97 restants ont été acheminés sur instruction du maire vers Tanout et Zinder (…). « Cette 'affaire de 97 sacs détournés' comme on l'appelle dans la commune de Olléléwa a porté un gros discrédit sur la moralité du maire qui est de plus en plus contesté surtout par les habitants du chef-lieu. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

A Roumbou, l'Association des musulmans d'Afrique a apporté 40 tonnes et organisé une distribution gratuite dans quatre villages. Pour le choix des villages-cibles, « c'est du kalanda (loterie), à leur arrivée, ils nous ont demandé de leur donner la liste des villages qui sont au-delà de la route, et nous leur avons fourni la liste. Ils ont eux-mêmes choisi ces quatre villages, donc tu vois c'est une affaire de chance. » (Un chef de village). Le favoritisme local n'a pas manqué. Un chef de village a « fait du zalumci (prendre la part de quelqu'un), il a fait qu'on a commencé la distribution par son village. Sur les 250 sacs qu'ils ont distribués ce jour-là, 150 sacs sont restés dans son village. Ce sont les 100 autres sacs que nous avons partagés dans nos trois autres villages. Il a même donné aux habitants d'autres villages qui ne relèvent pas de lui. » (L'un des quatre chefs de village, in Moha, rapport Roumbou).

A Madarounfa, ce sont des Arabes yéménites qui ont procédé eux-mêmes à la distribution, avec leurs gardes du corps armés de bâtons, et leur opérateur filmant la scène (in Koné & Touré).

L'aide arabo-islamique, pourtant souvent portée par des associations, est souvent perçue localement comme relevant d'un mécénat individuel, dont les bonnes intentions auraient été parfois abusées.

« Q : Et l'aide arabe ?

R : Celle-là, c'est un Arabe qui est en Arabie Saoudite qui a entendu qu'on a des problèmes qui l'a amenée. Il avait dit uniquement le village de Olléléwa, mais ils ont magouillé pour dire que c'est toute la commune.

Q : Qui sont ceux qui ont magouillé ?

R : Laissons la poule dans ses plumes… » (H.I ménagère, in Ali Bako, rapport Olléléwa).

Interventions de proximité

Les Etats du Nord Nigeria ou l'Etat fédéral se sont manifestés durant la crise, en général par le biais de dons alimentaires remis par les autorités nigérianes aux autorités nigériennes locales (le gouverneur, le préfet, le député, le maire…).

L'Etat fédéral du Nigeria a donné 19 tonnes à la ville de Guidan Roumji, dont la distribution a été gérée par un comité créé par le maire de la commune. (Younoussi, rapport Guidan Roumji). L'Etat de Mina a donné 15 sacs de mil, 15 sacs de sorgho, 5 sacs de niébé et 5 sacs de riz à la commune d'Olléléwa (Ali Bako, rapport Olléléwa). Toujours à Olléléwa, une aide « nigériane » d'origine indéterminée a été amenée à Bakin Birji, où elle a été répartie entre les villages de la commune : le village d'Olléléwa a reçu trois sacs de niébé et trois sacs de gari (soit une demi tiya de chaque par ménage…).

Mais parfois l'autorité nigérienne locale s'est attribué le mérite de l'aide en question.

Par exemple, l'Etat du Gigawa aurait donné une aide au département de Mirriah. Mais selon certains, il s'agirait d'un don personnel du député. (Guillermet, rapport Tirmini).

En effet, les députés ou les notables politiques sont souvent intervenus sous la forme d'un mécénat personnel.

Une députée a distribué, dans le département de Dakoro, 90 tonnes de riz et farine de manioc. Un autre ressortissant, président d'un parti national, a acheminé dans la commune de Dakoro, 2,8 tonnes de farine de manioc, 0,35 tonne de lait et 0,7 tonne de sucre. Un ancien député originaire du village Roumbou-Sakabal a acheté 300 sacs de graines de coton. (Moha, rapport Roumbou).

Le député M., par ailleurs commerçant, a organisé une opération de vente à prix modéré de céréales dans plusieurs villages du département (300 FCFA la tiya, contre 850 au marché. A Guidan Roumdji, elle a porté sur 50 tonnes de mil. La gestion était assurée par l'intéressé, appuyé par son staff politique, c'est-à-dire par les personnes qui sont du même bord politique que lui. (…) Le geste est certes louable, mais vu les quantités concernées et les besoins à couvrir (la ville de Guidan Roumdji compte plus de 10 000 habitants), l'impact était très limité, surtout lorsqu'on sait qu'il n'y a pas eu de ciblage précis dans l'opération. (…). « A mon avis, ce sont surtout ceux qui n'avaient pas à manger qu'il aurait fallu plutôt cibler. » (Un conseiller, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Un « big man » près de Maradi qui a fait de la vente à prix modéré déclare : « Quand la tiya de mil coûtait 1 000 FCFA je leur vendais ça à 475 FCFA ; comme je suis politicien j'ai responsabilisé dans chaque village le président de mon parti au niveau local et le chef de village pour s'occuper de la vente et de la collecte de l'argent ; sur les 485 FCFA de chaque tiya ils prélèvent 10 FCFA pour le travail qu'ils font et ils me versent les 475 FCFA. » (In Koné, rapport Madarounfa).

A Tondikiwindi, trois tonnes de céréales et 1 million FCFA ont été distribués par des ressortissants, essentiellement trois d'entre eux, à la fois hommes politiques et commerçants.

Parfois, on ne savait trop si les vivres envoyés par les notables ressortissants avaient été achetés sur leurs propres fonds ou provenaient d'un don extérieur. De même, les modalités de distribution n'ont pas toujours été claires.

Le député H. a donné 20 sacs de farine de manioc à la ville de Guidan Roumdji « dont la gestion et la distribution ont été confiées au chef de canton qui dit les avoir distribués aux nécessiteux : « Lorsque j'ai reçu cette aide, je l'ai distribuée à ceux à qui elle était destinée ». Quelques personnes disent en effet avoir reçu quelques grammes de céréales de cette aide, mais d'autres pensent que cela a plutôt profité au chef et à ses proches. » (Younoussi, rapport Guidan Roumji).

La Libye a également envoyé des secours.

Les autorités municipales des trois communes du canton de Bambey ont reçu 40 cartons de pâte alimentaire, 294 sacs de riz de 50 kg et 294 pots de dattes de 20 kg. « L'opération a été conduite et supervisée par le secrétaire général de la préfecture, appuyé dans cette tâche par les services techniques de l'agriculture. Au niveau local, les chefs traditionnels ont été partiellement impliqués, en raison sûrement du fait que ce sont ces derniers qui détiennent les registres des imposables. Compte tenu de l'insuffisance de l'aide à couvrir la totalité des villages de la commune, il a été suggéré que la distribution couvre uniquement le chef-lieu de la commune et les villages environnants. Ceci a eu pour conséquence immédiate d'exclure l'ensemble des villages reculés de la commune. Fustigeant cette ségrégation dont ils ignorent les raisons, les habitants de ces villages ont ouvertement exprimé leurs sentiments de frustration et brandi la menace de ne plus payer l'impôt. L'opération de distribution de l'aide libyenne a créé un climat de tensions entre le conseil municipal et les populations qui reprochent aux autorités municipales d'avoir « détourné » leurs parts. » Par ailleurs, « la présence physique des populations était exigée. Cette condition introduisait de fait des exclusions à l'encontre de certaines catégories de personnes, notamment les vieux, les invalides et la catégorie des « femmes claustrées » (en kubli) (…) Par contre, les modalités de distribution ont été appréciées parce qu'elles se sont focalisées sur l'individu et non « l'entité-ménage ». Ainsi, chaque personne a t-elle reçu une mesure de riz. Affectée au nombre de personnes que compte un ménage, cette part a permis d'accumuler un stock substantiel de vivres appréciable. » (Hamani, rapport Bambey).

5.3 Quelques effets transversaux inattendus

Ce bref parcours a montré, au niveau des sept sites de notre étude, que les divers intervenants étaient nombreux, que chacun agissait avec ses règles spécifiques, et que les résultats étaient variables, parfois décevants du point de vue des destinataires, et toujours assez éloignés des objectifs des distributeurs d'aide.

Cependant, il serait absurde de prétendre que les secours massifs ont été inefficaces ou inutiles. Le problème est que leurs effets économiques ou nutritionnels réels sont presque impossibles à déterminer et hors de portée de nos méthodes d'enquête. Celles-ci permettent par contre de souligner divers effets inattendus, qui, pour n'être pas quantifiables, n'en sont pas moins significatifs et importants. Ces effets sont transversaux aux institutions ayant amené des secours (projets, Etat, ONG du Nord ou arabo-islamiques).

Il s'agit du désordre général de l'aide humanitaire, du contournement systématique des conditionnalités, de la revente fréquente des vivres distribués, et du rôle des embauches provisoires.

Le grand désordre

Le pays est devenu pendant quelque mois ouvert à toutes les ONG du monde, sans que celles-ci ne considèrent la coordination sur le terrain comme une priorité. Les ONG extérieures se comportaient souvent en pays conquis, sans prêter d'attention à l'Etat, aux autorités locales, aux maires. Chacune distribuait des secours à sa manière, avec ses méthodes, selon ses critères, en se souciant peu des autres intervenants, sans concertation, et en oubliant parfois que le Niger est un pays souverain.

> « …Ils viennent, ils interviennent sans que nous on soit au courant, du coup il y a une sorte de duplication au niveau d'un même village, alors qu'il y a des villages qui n'ont pas bénéficié, à titre d'exemple il y a un village qui a bénéficié des vivres de cinq ONG, alors qu'il y en a beaucoup d'autres qui n'ont rien eu (…) Il y a des ONG qui font la distribution comme ça se doit (…), il y a d'autres ONG qui font ce qu'ils veulent sur le terrain. Ils viennent, ils ne passent même pas chez nous pour s'annoncer, ils ne passent ni chez le chef de canton, ni chez le chef de village, ni chez les maires. Tu les entends seulement dans le terroir en train de faire des opérations d'aides. » (Un préfet, in Moha, rapport Roumbou).

> « Très peu d'ONG nous signalent leurs activités ; je suis obligé d'aller vers eux pour avoir des informations » (directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, in Koné, rapport Tondikiwindi).

De son côté, l'Etat, en crise, privé de moyens, traversé de part en part par la corruption et le clientélisme politique, a été en règle générale incapable de créer ou d'imposer une véritable dynamique de collaboration[32]. Cependant, il faut mentionner diverses initiatives locales positives.

> « Pendant la crise alimentaire 2004-2005, une innovation dans la composition du comité sous régional de prévention et gestion des crises alimentaires a été observée dans le département de Dakoro. C'est ainsi que des nouveaux acteurs comme les représentants des partis politiques, des élus locaux, la chefferie traditionnelle (chefs de cantons et de villages), des organisations de la société civile etc. se sont vus représentés dans le CSR-PGCA, et impliqués dans la gestion de la crise alimentaire 2004-2005. D'autres se sont vus impliqués dans les activités post crise. » (Moha, in rapport Roumbou).

Si les élites locales ou les fonctionnaires en poste en milieu rural étaient à même de différencier les donateurs et leurs modalités de distribution, par contre, pour les populations, de claires distinctions entre les diverses aides, leurs origines ou leurs fréquences étaient presque impossibles, du fait de ce « grand désordre ».

Parfois les actions menées par les ONG internationales étaient même en contradiction directe avec la politique nationale. C'est le cas en particulier dans la santé, où la stratégie nationale du recouvrement des coûts a été largement battue en brèche. Au nom de l'urgence humanitaire,

[32] Le ministère du Développement communautaire, pourtant censé coordonner l'action des ONG, a été à peu près complètement absent de la crise. Pour les CRENI et CRENA, le ministère de la Santé a été lui aussi totalement dépassé. Rappelons cependant le rôle actif joué par la CCA, au niveau national, pour tenter de coordonner les interventions en matière de distributions alimentaires gratuites et renforcer le rôle des comités sous-régionaux.

de nombreuses ONG ont ouvert des centres de soins un peu partout (proposant des prestations bien au delà de la seule récupération nutritionnelle des enfants). La comparaison était vite faite par les populations entre ces structures expatriées (« les docteurs blancs ») où l'on était soigné gratuitement par des personnels compétents et attentifs d'un côté, et de l'autre les CSI publics, payants, où officiaient des personnels démotivés, moins qualifiés, moins disponibles.

> « Honnêtement, quand on est hospitalisé chez kwamisu [CRENA], on dépense rien si tu vois une femme dépenser quelque chose, c'est qu'elle l'avait voulu. Sinon quand j'étais hospitalisée avec Ouma on lui a même fait une perfusion mais je n'ai rien payé. Le repas on m'amène matin et soir, vraiment pendant les 22 jours que j'ai passés, si tu me vois payer quelque chose je l'ai voulu. On ne paye rien comme médicament, tout est pris en charge » (paysanne de Garin Liman, in Koné, rapport Madarounfa).

Parfois les ONG ont laissé les CSI complètement à l'écart de leurs activités.

> « Dans un premier temps, le CSI ne fut pas associé. Le CRENA fut en effet installé au niveau de l'école primaire, alors désertée du fait des vacances. Ce ne serait qu'avec l'intervention du chef de canton que le site aurait été intégré au CSI mais sans impliquer pour autant les agents de santé. » (Guillermet, rapport Tirmini).

> Par contre, à Olléléwa ou à Roumbou, les activités des ONG de lutte contre la malnutrition ont été logées au CSI.

Les conditionnalités et leur « contournement »

Les multiples stratégies utilisées par les populations pour « contourner » les diverses conditionnalités mises en place par les intervenants quels qu'ils soient ont été largement évoquées dans de nombreux exemples ci-dessus (tailles des familles gonflées, enfants malnutris prêtés, épouses de location, riches déguisés en pauvres, etc.), et nous n'y reviendrons pas. Elles témoignent d'une inventivité et d'une débrouillardise qui ne surprendront que ceux qui ne connaissent pas les campagnes nigériennes, et les relations ambiguës tissées depuis longtemps entre acteurs locaux et institutions de développement.

> « Les habitants de Tondikiwindi ont bien compris le rôle et l'apport des ONG et projets de développement. C'est pourquoi, chaque fois que cela est nécessaire, ils créent des groupements, principaux interlocuteurs des projets et ONG de développement. Il y a ainsi de nombreux groupements à Tondikiwindi suscités par des projets (l'existence d'agrément et la participation étant des conditionnalités) : groupements de jeunes, groupements de femmes, groupements mixtes. Mais à y voir de près, l'arène associative est investie et gérée par une poignée de personnes (chef de canton et/ou chef de village et leur entourage), et regroupent pratiquement les mêmes personnes (c'est le nom qui change). » (Koné, rapport Tondikiwindi).

De même que, face à un « projet » il s'agit pour chacun de maximiser les ressources qu'on peut en obtenir en minimisant les contreparties exigées par les agents de développement, de même, devant les distributions diverses, chacun devait se débrouiller pour « gagner quelque chose » et la ruse était, pour ce faire, légitime[33]. Ainsi que cela a déjà été souligné, la crise alimentaire de 2005 n'a pas été vécue dans les villages comme une catastrophe naturelle impliquant le recours à des formes nouvelles de solidarité, mais comme une opportunité supplémentaire de profiter de la « rente de l'aide ».

Simplement, cette opportunité supplémentaire s'est greffée sur une situation de soudure particulièrement difficile, où les « stratégies de débrouille » étaient déjà à l'ordre du jour. Aux « stratégies de débrouille » habituelles (migrations, salariat, AGR, etc.) se sont donc superposées des stratégies de contournement pour accéder d'une façon ou d'une autre à la rente, bienvenue en cette période difficile.

Les reventes de vivres

Souvent les vivres reçus, censés nourrir dans l'urgence des populations affamées, ont été revendus par les bénéficiaires pour se procurer de l'argent frais. On peut le comprendre si l'on se rappelle certains éléments présentés dans la partie 1 : (a) la « surmonétarisation » qui induit des besoins permanents en *cash* pour pouvoir faire des

[33] On peut évoquer la *métis* ou « raison pratique », analysée pour la Grèce antique par Détienne et Vernand (1974), et dont Scott (1990) a fait une des « armes des faibles » (weapons of the weak ; cf. Scott, 1985).

dépenses allant bien au-delà de la seule nourriture, souvent à caractère social, et ressenties comme prioritaires ; (b) la prééminence de la « crise de marché » sur la crise alimentaire.

> On voyait parfois, comme à Madarounfa, des camions vides et des commerçants ou leurs agents à l'affût, près des lieux de distribution, pour racheter l'huile ou le riz aux bénéficiaires.

> « Les jours qui ont suivi [la naissance de mon bébé], il y a eu des distributions gratuites. C'est ça que j'ai vendu pour financer le baptême du petit …Les 2 sacs de maïs de 50 kg à 8.000 FCFA. Ici, à Bambey, il y a eu deux phases de distributions gratuites. Lors de la première, on a donné du maïs, de l'huile et du haricot et la deuxième fois il y a eu du riz et du haricot. Pour la deuxième phase, j'ai reçu un sac de riz que j'ai vendu à 10 000 FCFA. Je me suis donc retrouvé avec 18 000 FCFA. C'est ce qui a servi pour le baptême ». (Un chef de famille très vulnérable, in Hamani, rapport Bambey).

Si les commerçants ont été les principaux bénéficiaires de ces ventes, ils n'ont pas été les seuls.

> « Un enseignant dit avoir acheté auprès des habitants du village 4 sacs de riz durant les opérations de distributions gratuites. Le prix du sac n'excédait pas 10.000 FCFA. Comparé au prix pratiqué sur le marché, on peut conclure que les bénéficiaires ont bradé leurs vivres. Mais de façon intrinsèque, ces derniers n'ont rien perdu, eux qui ont obtenu gratuitement le riz. (…) « Oui, même moi j'ai acheté une fois deux sacs de riz à 9 000 FCFA chacun, et une seconde fois deux autres sacs à 10 000 FCFA chacun. Les gens ont cherché des acheteurs dans le village. » (Le directeur de l'école primaire, in Hamani, rapport Bambey).

Parfois le motif de ces ventes était aussi le caractère inapproprié des produits alimentaires distribués : le riz au début, ou, pire, les haricots importés inconnus (« haricots de Blancs ») que les femmes ne savaient pas préparer.
Les ventes ont également porté sur les denrées destinées aux enfants dans le cadre des programmes de lutte contre la malnutrition infantile.

> Pour cette raison, à Olléléwa le magasinier chargé par la Croix-Rouge de distribuer aux mères la farine et l'huile des rations pour les enfants malnutris a pris une initiative personnelle :
>
> « Q : Qu'est ce vous faites là ?
>
> R : Je mélange l'huile et la farine.
>
> Q : Mais elles peuvent le faire elles mêmes.
>
> R : Tu sais, nous sommes obligés de mélanger. Sinon, si on leur donne l'huile à part, elles vont vendre. Alors j'ai eu l'idée de la mélanger à la farine de blé, comme ça je suis sûr que cette huile sera consommée par le petit.
>
> Q : Elles ne protestent pas ?
>
> R : Non ! Elles savent qu'elles ont tort de vendre l'huile des petits. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Des emplois nouveaux, mais provisoires

Face à l'importance des distributions, et à leurs conséquences en termes d'infrastructures, de logistique, ou de personnel, on pourrait parler d'une véritable « industrie humanitaire » (certes éphémère) qui s'est mise en place en 2005 au Niger, l'espace de quelques mois. Une de ses conséquences importante a été l'embauche de nombreux agents à tous niveaux. Les revenus ainsi distribués ont été importants. Au sommet de la chaîne, il y a bien sûr les personnels expatriés, du côté des ONG (logisticiens, médecins, nutritionnistes, chefs de projets, chauffeurs-mécaniciens, chargés de mission, experts de tous ordres) ou du côté du PAM (qui a multiplié ses effectifs). Il faut y ajouter de nombreux personnels nigériens qualifiés, bien souvent « détournés » de la fonction publique (l'industrie humanitaire distribuant des salaires nettement supérieurs à ceux de l'Etat), ou encore retraités, préretraités, ou ayant pris un départ volontaire. Mais l'impact au niveau des villages a été loin d'être négligeable, selon les critères locaux : gardiens chargés de surveiller les stocks dans les magasins des chefs lieux de commune, manœuvres assurant le transport ou la manutention, surveillants ou surveillantes, comptables ou secrétaires, agents de développement au chômage embauchés pour l'occasion, « femmes-miroirs » ou « femmes-relais », etc.

> « Quand ils [Action contre la faim, Espagne] sont arrivés, ils ont pris attache avec les autorités communales et coutumières. Ils ont recruté des gens pour servir de main-d'œuvre et de distributeurs. Ils viennent toutes les deux semaines. Les distributeurs

étaient payés à 1 500 FCFA par séance, les déchargeurs à 500 FCFA la tonne. » (Le chef CSI, in Moha, rapport Roumbou).

Q : « Tu as fait partie du comité qui s'est chargé de la distribution ?

R : Oui, j'ai fait partie du comité avec H. Nous nous occupions de la surveillance du stock et du contrôle lors des distributions. Nous partions le matin et revenions le soir. Il y avait 3 gardiens qui dormaient là où on a stocké les vivres pour les garder.

Q : On vous a donné quelque chose ?

R : Oui on a fait une semaine en tout et chaque personne a eu 3.500 FCFA. Il y avait des dockers aussi, ils ont été payés aussi, mais je ne sais pas combien. » (La présidente de groupement féminin, Hamani, rapport Bambey).

Compte tenu des faibles quantités reçues par chaque famille lors de certaines distributions, c'était le fait d'être embauché par « le projet » (et payé en *cash*) qui constituait parfois le véritable enjeu pour les villageois, plus que la distribution alimentaire elle-même.

6. Conclusion : les bénéficiaires de la crise, plus deux paradoxes, et une hypothèse

Au terme de cette synthèse des résultats obtenus sur les sept sites, on est frappé par la convergence des données. Au-delà des inévitables variantes locales, ce sont les mêmes phénomènes qui ont été partout observés, que ce soit au niveau des stratégies des populations pour faire face à la crise, ou au niveau des distributions de vivres et des réactions qu'elles ont suscitées.

Nous voudrions souligner pour finir quelques nouveaux facteurs communs. D'une part, la crise n'a pas frappé tout le monde et a eu ses « bénéficiaires ». D'autre part, on peut constater deux paradoxes ; le premier est le peu d'attention porté aux familles les plus vulnérables, dans un contexte de lutte contre la pauvreté et contre la famine ; l'autre paradoxe est la focalisation sur la malnutrition infantile, alors que la crise alimentaire n'avait pas de lien direct avec celle-ci ; enfin nous proposons une hypothèse : les envois d'argent des migrants et les stratégies locales de débrouille ont probablement été plus décisifs que l'aide extérieure massive.

6.1 Les bénéficiaires de la crise[34]

Si les ménages les plus vulnérables (et sans doute aussi les « couches moyennes rurales ») ont, du fait de la crise de marché (et, dans certaines zones, du fait de la crise de production fourragère et agricole), vécu une année incontestablement plus difficile que lors des années de soudure déficitaires qui sont désormais récurrentes dans le pays, rappelons à nouveau qu'il est impossible, faute de chiffres fiables, de dresser un quelconque bilan global de la crise au niveau des ménages, comme il est impossible de mesurer les effets réels de l'aide alimentaire distribuée.

Par contre, même sans fournir de chiffres, nos enquêtes socio-anthropologiques locales permettent de repérer un certain nombre d'acteurs et d'institutions qui ont notoirement « profité » de la crise pour accroître de façon significative leurs revenus, leur patrimoine ou leur pouvoir.

Nous ne classons pas ici parmi les « gagnants », faut-il le préciser, les ménages moyens ou vulnérables qui ont pu, sur certains aspects secondaires, « bénéficier » de la crise tout en la subissant par ailleurs, et qui ont obtenu de « petits profits » opportunistes et éphémères, décrits au fil des pages ci-dessus, que ce soit les mères ayant cumulé les distributions destinées aux familles d'enfants malnutris, les villageois embauchés temporairement par les ONG ou les récolteurs de paille ayant tiré parti de la demande angoissée des éleveurs.

Les gagnants économiques : les commerçants et propriétaires fonciers

D'un côté, tous les acteurs ou institutions situés en amont des distributions, le long de la chaîne, peuvent être classés parmi les « bénéficiaires », dans un sens large : c'est le cas des ONG nationales et internationales. On peut aussi penser à certains fonctionnaires, chefs et notables qui ont « prélevé leur part », dans un contexte où la corruption est devenue généralisée (Blundo et Olivier de Sardan, 2006).

> « Parmi les gros bénéficiaires de la crise figurent également les aristocraties locales, le conseil municipal et les autorités départementales et régionales dont la gestion des aides n'a pas été des plus transparentes. Plusieurs cas de détournements ont été évoqués au cours de nos investigations. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

[34] Nous n'évoquerons ici que les bénéficiaires « nationaux » : il est clair que de nombreuses ONG internationales ont vu leur chiffre d'affaires augmenter et leurs budgets se remplir, mais c'est une autre affaire, dont l'évaluation dépasse notre compétence.

> « C'est ceux-là les 'notables' [*jine borey*, littéralement : les gens qui sont devant] ; ils ont largement profité de la crise : quand l'aide arrivait, les notables remplissent leurs maisons avec, et ne nous donnent que des miettes. » (Une femme, in Koné, rapport Tondikiwindi).

Mais au niveau local, sur le site des distributions ou en aval de celles-ci, ce sont avant tout les moyens et gros commerçants, au moins ceux d'entre eux qui investissent dans le commerce des céréales, qui ont été gagnants.

> « Les commerçants de Zinder sont les grands bénéficiaires de la crise. Non seulement ils agrandissent leurs exploitations agricoles dans la région en achetant les champs des plus vulnérables, mais aussi ils ont pu, grâce une complicité à divers niveaux, racheter à vil prix une part importante des vivres destinés à la vente à prix modéré et à la distribution gratuite. » (Ali Bako, rapport Olléléwa).

Les moyens et gros commerçants font également partie d'un ensemble plus large de propriétaires fonciers en ascension, qui inclut des cadres ou des entrepreneurs, pour lesquels la crise a pu (comme les précédentes) constituer une certaine aubaine, en particulier dans les zones où les champs se vendent et se mettent en gage (comme dans la région de Maradi, Madarounfa et Guidan Roumji).

> « S.K, résidant à Maradi, est éleveur, agriculteur, transitaire, transporteur, commerçant. C'est un homme politique analphabète, qui a plus de 1 000 ha de terres disséminés sur le terroir de Madarounfa (…). Il les a tous achetés en refusant la location ou le prêt ; il a proposé l'achat au moment des pluies (*damana*) quand la situation était difficile pour les familles vulnérables ; il a su courtiser ses vendeurs ; il a créé l'offre, et les demandes ont afflué. (…) Selon un chef de village : « Au début quand il est arrivé chez nous, on a proposé de lui prêter un champ, il a dit que ce n'est pas ce qu'il cherche et qu'il veut acheter des champs. Alors, j'ai un petit frère qui est conseiller qui lui a vendu 15 ha à 375 000 FCFA. S.K. a donné l'argent pour débroussailler et arranger le champ. Ensuite, il a donné du mil pour faire manger les travailleurs de son champ. En hivernage quand il est revenu, plusieurs personnes l'ont approché pour lui proposer des champs à acheter. Il a préféré les champs qui sont collés à son premier champ. Ainsi, individuellement, ses futurs voisins lui ont proposé deux hectares par ci, trois hectares par là. A la fin, il s'est retrouvé avec un grand domaine. C'est la situation de difficulté qui a poussé les gens à vendre tous les champs ». (Koné, in rapport Madarounfa).

> « C'est la difficulté que les gens ont traversée qui a conduit les gens à mettre leurs champs en gage. Il y a même ceux qui ont mis en gage des champs où ils ont déjà semé. C'est dans cette situation que j'ai eu les champs, les propriétaires étaient vraiment obligés et avaient besoin d'argent pour nourrir leur famille. » (Une propriétaire ayant acquis des champs mis en gage à Safo Nassarawa, in Koné, rapport Madarounfa).

Les gagnants politiques : le renforcement de certains pouvoirs locaux et des ONG nationales

Même si l'Etat a été débordé par la crise, et par l'invasion des ONG extérieures, les distributions de secours alimentaires ont permis à divers acteurs et institutions locales, en s'attribuant le mérite des distributions, ou simplement en participant à leur direction et leur organisation, de renforcer leur implantation, leur pouvoir ou leur prestige (autrement dit leur capital symbolique ou social)[35]. Il faut ainsi évoquer les ONG nationales, agissant souvent comme sous-traitants ou collaborateurs des ONG internationales, et désormais mieux reconnues par les pouvoirs publics (cf. intégration dans les comités sous-régionaux) et les partenaires internationaux. On peut y ajouter la chefferie, les élus municipaux, ou certains « big men » ou députés ayant fait œuvre de mécènes ou de courtiers. Mais, en l'occurrence, les situations locales varient considérablement : les chefs, parfois associés aux distributions, parfois les contrôlant directement, ont parfois au contraire été marginalisés.

> « Chaque donateur est intervenu selon un dispositif prédéfini et qui tantôt exclut les autorités locales, et tantôt les implique. Les autorités traditionnelles [à Bambey] ont été des acteurs marginaux dans les opérations de distributions gratuites. » (Hamani, rapport Bambey).

[35] Parfois, le bénéfice politique peut évidemment se combiner avec un bénéfice économique (comme c'est sans doute le cas avec les ONG nationales).

Les mairies, depuis peu installées, ont parfois figuré parmi les principaux bénéficiaires, là où les élus et les maires ont joué un rôle important dans les distributions, et lorsque le passage nécessaire par les « livrets de famille » leur a donné une légitimité bureaucratique et a permis une meilleure identification de leurs administrés. Parfois la crise alimentaire a même permis de faire rentrer l'impôt.

> « Le livret de famille était d'une importance stratégique aussi pour le nouveau conseil municipal qui en a profité pour déterminer le nombre de ménages imposables mais aussi pour recouvrer des arriérés d'impôts. Un agent distributeur raconte: « Quand quelqu'un se présente, il montre le livret. Il y avait le maire ou le vice-maire. Si tu as des arriérés d'impôts, tu les payes d'abord avant de recevoir tes deux sacs. Des frères d'une même famille qui voulaient avoir des sacs, parce que chacun est marié, ont dû chacun chercher son livret. Cela a été une manière astucieuse de recouvrer les impôts, de recenser la population et de renflouer les caisses de la mairie.» (In Koné, rapport Tondikiwindi).

6.2 Le paradoxe de la lutte contre la pauvreté

> « On dit qu'on a amené l'aide pour les nécessiteux, mais dans les faits on s'est rendu compte que ce sont plutôt ceux qui ne sont pas dans le besoin qui se sont servis. » (Un enseignant, in Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Dans les villages, nous ne pouvons en fait savoir si les « pauvres » ont moins bénéficié que les « riches » ou les « couches intermédiaires » des distributions gratuites, ni si les accusations fréquentes de détournement des vivres par les nantis et les autorités sont totalement justifiées. Ce qui est sûr, c'est que le soupçon est omniprésent.

Même les distributions qui entendaient s'opérer sur la base d'un « ciblage social » (comme par exemple les aides arabo-islamiques destinées aux « nécessiteux ») et qui passaient pour ce faire par des procédures techniques publiques (comité d'octroi et établissement de listes) ont été contestées.

> A Guidan Roumji « pour savoir qui et qui doivent bénéficier [des aides aux plus démunis] c'est au service du développement social qu'on se référait pour établir les listes. » (Le maire-adjoint de Guidan Roumdji). Mais lorsqu'on interroge la responsable en charge du service en question, ses propos vont dans le sens inverse : «… Dire qu'il y a des critères de sélection basés sur les données du service social c'est pas juste, le comité n'a pas joué ce rôle. Ils ont fait leurs distributions comme ils l'entendaient. La seule chose que je faisais était que chaque fois qu'il y a distribution à laquelle je suis conviée, je tente de plaider le cas des personnes handicapées. » (Younoussi, rapport Guidan Roumji).

Quoiqu'il en soit, la règle générale pour la très grande majorité des intervenants (Etat, PAM, ONG) est que la nourriture a été délivrée sur une base officiellement égalitaire, de façon indistincte, à toutes les familles, et ceci quel que soit leur revenu, du moins dans les villages ayant eu la chance d'être inscrits comme très déficitaires sur les listes officielles.

On ne peut donc que constater le paradoxe suivant : *alors que la politique de réduction de la pauvreté est au centre des stratégies des institutions internationales et des partenaires au développement, et qu'elle est devenue, sous leur pression, une priorité nationale, les « vrais pauvres » des campagnes nigériennes ont été largement ignorés dans le cadre de la mobilisation nationale et internationale face à la crise alimentaire.* Tout se passe comme si les distributions gratuites généralisées systématiques tenaient pour acquis que toute la population nigérienne était pauvre, voire sur le point de mourir de faim. Au nom de ce raisonnement, qui est aussi une facilité, les familles les plus vulnérables, celles justement qui étaient le plus frappées par la crise, n'ont pas été l'objet d'une attention spécifique. La distribution égalitaire a été la règle, ce qui a diminué considérablement les quantités qui auraient pu être distribuées aux familles les plus vulnérables.

Autrement dit, il y a deux acceptions de la pauvreté. D'un côté, la pauvreté internationale abstraite, la pauvreté au sens large, essentiellement d'ordre statistique, qui repose sur des indicateurs quantitatifs (par ailleurs largement

contestables[36]) et la fabrication de « seuils ». Elle sert de base à des comparaisons entre pays et continents. Les politiques publiques officielles, l'aide au développement et la macro-économie se soucient avant tout de cette « pauvreté statistique », relevant de moyennes ou de médianes, dont la fonction semble avant tout rhétorique. Cette pauvreté au sens large est une catégorie très accueillante, un fourre-tout à géométrie variable qui peut s'appliquer au pays tout entier comme à n'importe lequel de ses habitants ou à chacune de ses institutions. On peut parler d'un Etat indigent, d'administrations misérables, de fonctionnaires démunis, de services frappés de précarité, de paysans affamés, et chacun peut alors, quel que soit son statut, être érigé, ou s'auto-ériger, en « pauvre » face à l'opulence des pays du Nord. Tout est mesuré à l'aune occidentale. Quand le Niger est classé bon dernier par l'indice de développement humain du PNUD, tout Nigérien peut à ce titre revendiquer sa part de l'aide extérieure, pour son pays, son village, son institution, sa famille, lui-même, et se positionner de façon à apparaître comme un bénéficiaire légitime de la « rente du développement », aujourd'hui rebaptisée « lutte contre la pauvreté ». Et c'est aussi grâce au sens large de « pauvreté » que chacun a pu revendiquer, lors de la crise alimentaire de 2005, sa part de l'aide humanitaire, contribuant par là même à marginaliser de fait les « vrais pauvres » dans l'accès à la manne extérieure.

De l'autre côté, il y a la pauvreté locale concrète, la pauvreté au sens restreint, celle qui dans les villes frappe les indigents, et dans les campagnes les familles les plus vulnérables, celle qui au village peut déclencher la charité de proximité. Selon les critères locaux, tout le monde n'est pas pauvre, seuls certains, sur lesquels on s'apitoie, et qui connaissent la « honte », relèvent des termes qui connotent la pauvreté dans les représentations populaires (et les langues locales). Cette pauvreté au sens restreint, cette « pauvreté réelle », n'est guère prise en compte, ni par l'action publique sur le terrain, ni par les services de l'Etat, ni par les partenaires extérieurs.

De même que les « vrais pauvres » ou « les pauvres parmi les pauvres » restent largement à l'écart des dispositifs de développement (Etat, institutions internationales, agences de développement) qui mettent pourtant la lutte contre la pauvreté en tête de son agenda, de même ils sont restés à l'écart de l'impressionnant dispositif humanitaire de 2005.

On peut même avancer que l'instauration par les ONG d'une sorte d'état d'urgence humanitaire à l'échelle de tout le pays, fondé sur un « arrosage » systématique des régions considérées comme sinistrées, a contribué à plus encore brouiller les cartes. Pendant la crise, c'est la pauvreté au sens large qui seule a retenu l'attention de la quasi-totalité des intervenants, alors que certains dispositifs de développement tentaient malgré tout depuis quelques années de s'adresser en priorité aux plus vulnérables.

Nous avons décrit précédemment quelques tentatives similaires pendant la crise. Elles n'ont pas toujours échappé, on l'a vu, au contexte général de revendications par tout un chacun comme aux soupçons de détournements. Dans les foires au bétail réservées aux plus démunis (Goal, Oxfam), les mieux nantis se sont faufilés. Les aides arabo-musulmanes destinées aux attributaires habituels de la *zakkat* (veuves, orphelins, mendiants, handicapés) ont donné lieu à quelques grandes empoignades. Cependant, malgré certaines naïvetés ou méconnaissances du milieu local, ces tentatives ont eu le mérite d'exister, même si elles sont restées très en marge du *mainstream* de l'aide[37].

Mais il faut reconnaître que le ciblage social est loin d'être une affaire simple. Il donne lieu à d'innombrables stratégies de contournement, et s'insère dans cet « espace de soupçons » déjà évoqué, où tout le monde est suspecté de frauder. En outre, quand il a pu être effectué, il donne lieu à divers effets pervers : par exemple, les familles les plus vulnérables redistribuent aux familles « aisées » qui les ont aidées ; ou, inversement, les familles aisées qui aidaient les plus vulnérables mettent fin à leurs pratiques charitables en voyant que celles-ci bénéficient de secours extérieurs.

[36] On sait en effet que, depuis le PNB jusqu'aux indices de développement humain, ces agrégats statistiques sont construits sur la base de données largement artificielles, souvent « arrangées », et qui ignorent de nombreux domaines d'activités économiques ou sociales (entre autres : secteur informel, autoconsommation, fraudes, contrebande, automédication, éducation coranique, corruption, etc.).

[37] On doit aussi souligner le fait que la CCA a procédé, un an après la crise, et à partir des leçons de celle-ci, à des opérations d'aide « socialement ciblée », en s'appuyant sur des listes publiques établies par les mairies. Le bilan de cette initiative intéressante reste à faire.

6.3 Le paradoxe de la malnutrition infantile

Rappelons que c'est à travers la question de la malnutrition infantile que le problème de « la famine » au Niger a été soulevé par les médias, et que les images d'enfants décharnés moribonds sont devenues emblématiques de cette « catastrophe humanitaire ».

Une partie importante de l'aide a été concentrée sur ce domaine : ouverture dans tout le pays de CRENI et CRENA par de multiples ONG, distributions de rations aux familles d'enfants malnutris.

Le paradoxe est qu'il n'y a pas en fait de lien direct et univoque entre malnutrition infantile et crise alimentaire.

Les médecins et les nutritionnistes savent en effet depuis bien longtemps que la malnutrition infantile en Afrique (et le Niger n'est pas une exception) est un phénomène chronique, relevant de variables multiples, et n'est pas simplement la conséquence de mauvaises récoltes (même si les famines, comme les guerres, produisent évidemment de la malnutrition infantile « supplémentaire » ou spécifique). Il n'y a pas de corrélation directe entre le volume des récoltes et la malnutrition infantile. La complexité des facteurs qui entraînent la forte prévalence de la malnutrition infantile a déjà été largement documentée pour l'Afrique et le Sahel. Pour le Niger, on peut entre autres évoquer la non consommation du colostrum après la naissance (dans le Centre et l'Est du pays), le sevrage toujours brutal associé de plus à une séparation d'avec la mère, le sevrage en outre souvent précoce si la mère allaitante tombe enceinte (dans la mesure où son lait est alors considéré comme impropre), l'absence de repas adaptés aux jeunes enfants (ils mangent les mêmes rations que les adultes, ils ont peu ou pas accès à la viande, au lait, à l'huile, aux œufs, les sauces sont de faible qualité nutritive[38]) pour des motifs à la fois économiques et culturels, la baisse en quantité et en qualité de la ration collective en période de soudure ou de crise alimentaire (et ceci plus encore au sein des ménages les plus vulnérables), le surcroît de travail de beaucoup de mères pendant la saison des cultures, les représentations populaires locales autour des maladies de l'enfant (qui ne perçoivent pas la malnutrition comme un état pathologique relevant du centre de santé)[39], l'interaction entre malnutrition et autres maladies infantiles (paludisme, diarrhées, etc.), elles-mêmes amplifiées par les décoctions non stérilisées que l'on fait boire dès le plus jeune âge à l'enfant, etc.

Nos enquêtes confirment largement cette absence de corrélation directe entre malnutrition infantile et vulnérabilité des familles.

> « M.B. est considéré à Bambey comme un des chefs de famille les plus vulnérables. Il a trois enfants en bas-âge : aucun n'est malnutri. (…). Peu de cas d'enfants malnutris ont été constatés dans les ménages vulnérables que nous avons rencontrés ! » (Hamani, rapport Bambey).

> « De plus, les ménages indiqués comme étant les plus vulnérables par nos interlocuteurs, à savoir ceux dans lesquels les femmes sont veuves et ont des orphelins à charge, n'ont pas été touchés par tamowa [malnutrition]. Aucun enfant n'a eu à être suivi par Care dans les trois ménages de femmes chefs de famille [vulnérables] visités contrairement aux enfants de chefs de village ou encore de commerçants. Comment l'expliquer ? Prenons quelques exemples : une grand-mère, tutrice de six orphelins dont deux en bas âge, explique avoir dû nourrir ses protégés avec la nourriture des animaux, le son. Alors que cet aliment est sous-estimé, il est en réalité plus nutritif que le mil. Une autre femme, chef de ménage, dont nous donnions l'exemple précédemment, a nourri ses enfants avec dan wake, du haricot réduit en poudre, moins coûteux. Une autre veuve, quant à elle, explique acheter régulièrement des biscuits à ses enfants, après l'avoir appris au CRENI à Zinder où elle travailla dans les années 1990, alors qu'elle s'y était installée avec son mari pour chercher du travail. Elle bénéficie donc aujourd'hui de l'apprentissage passé. Il convient donc de nuancer la corrélation entre niveau de vie et tamowa, les mets peu coûteux pouvant être les plus riches sur un plan nutritif. » (Guillermet, rapport Tirmini).

[38] En particulier là où les jardins maraîchers ne sont pas consacrés à l'autoconsommation, mais à la vente, comme à Madarounfa.

[39] Les chercheurs du LASDEL ont travaillé sur les représentations populaires des maladies infantiles au Niger dès les années 1990, montrant que la malnutrition n'était pas une catégorie pertinente pour les mères (cf. Souley, 1996). Les symptômes associés à la malnutrition sont en fait renvoyés par ces dernières à diverses entités nosologiques populaires (cf. Jaffré et Olivier de Sardan, 1999), en hausa comme en zarma, qui ne relèvent pas pour l'essentiel de la compétence de la médecine moderne, mais qui renvoient aux « féticheurs », aux « marabouts », aux tradi-praticiens ou, surtout, aux « remèdes de grand-mère ». Cf. également Koné, 2006.

Ceci étant, malgré les outrances médiatiques, les équivalences simplistes entre famine et malnutrition infantile, ou la réduction abusive de celle-ci au seul facteur économique, la mobilisation enclenchée par MSF en 2005 a eu au moins le mérite de faire exister la question de la malnutrition infantile comme problème de santé publique majeur (et, sans doute, d'inciter pour l'avenir à une prise en compte des données nutritionnelles lors des crises alimentaires). Il faut reconnaître en effet que la malnutrition infantile chronique, bien que largement connue des spécialistes, avait été quelque peu « oubliée » en termes de santé publique. Elle ne figurait nullement comme priorité sanitaire du pays. Les tentatives de mettre en place des centres de récupération nutritionnelle dans les années 1970 avaient tourné court (il y avait eu divers échecs, dont un bilan serait fort utile), et le PAM avait progressivement abandonné la mise à disposition de nourriture auprès des centres de santé pour la récupération nutritionnelle et l'éducation des mères (considérant, non sans raisons, que les personnels de santé se les accaparaient le plus souvent et qu'elles n'étaient guère efficaces). Certes, divers intervenants (comme l'UNICEF) continuaient un travail de « sensibilisation », mais on ne dispose guère d'informations fiables sur l'efficacité réelle de ces dispositifs qui sont non adaptés à l'ampleur du problème.

6.4 Une hypothèse : l'aide extérieure massive est finalement restée secondaire

Nous terminerons par une hypothèse que nous n'avons hélas, faute de chiffres, pas les moyens de vérifier, mais qui nous semble cependant, au terme de ce parcours, particulièrement crédible. La voici :

Les stratégies de débrouille locale et les envois d'argent des migrants depuis les pays côtiers ont constitué les principales ressources des populations face à la crise, devant les stratégies assistancialistes et humanitaires.

Malgré le déversement des secours de toutes origines et ce qu'on pourrait appeler par certains côtés « l'invasion humanitaire » de 2005, malgré les stratégies assistancialistes des acteurs locaux pour élargir au maximum le champ des bénéficiaires quels que soit leurs statuts et leurs besoins et « profiter » le plus possible de la manne humanitaire, la crise a d'abord été surmontée, comme les précédentes, par le recours aux logiques sociales et économiques habituelles en période de soudure, plus ou moins amplifiées, aménagées ou modernisées. Les distributions humanitaires, malgré leur volume très important, ont été vécues comme des adjuvants et des compléments, y compris par les familles les plus vulnérables.

Ceci explique pourquoi, alors que les médias du Nord propageaient l'image d'un pays dévasté par la famine, la très grande majorité des cadres nigériens restaient fortement sceptiques. Aucun des « signes extérieurs de famine » tels ceux que le Niger avait connus en 1973 ou en 1984 n'était en effet visible en 2005. En particulier, il n'y avait pas, dans les grandes villes, d'afflux de réfugiés affamés. Un tel afflux aurait signifié que les stratégies de débrouille habituelles et l'envoi d'argent par les migrants ne permettaient plus la survie d'un grand nombre de ménages, qui n'auraient eu alors d'autre solution que l'exode de la faim et la dépendance totale envers l'assistance extérieure (Etat ou ONG). Ce ne fut pas le cas en 2005. L'aide extérieure n'a donc pas été déterminante, ce qui ne signifie pas qu'elle n'a pas été utile : bien que tardive, elle a permis de reconstituer les stocks céréaliers familiaux ou de se procurer de l'argent frais. Par ailleurs, la malnutrition infantile endémique a connu à cette occasion et grâce à l'aide humanitaire une rémission conjoncturelle.

En un sens, cette hypothèse est optimiste : le fait de « compter sur ses propres forces » (ou sur celles des parents émigrés) serait resté malgré tout (et malgré l'ampleur de la mobilisation humanitaire) le principal moyen de faire face aux difficultés, du moins parce que celles-ci n'excédaient pas certaines limites. Ceci permet de relativiser quelque peu les polémiques autour des formes de l'aide extérieure, ainsi que la part, pourtant bien réelle, des stratégies « assistancialistes » des populations.

Mais certaines réalités restent incontournables et inclinent peu à l'optimisme : le Niger connaîtra encore et encore de telles crises, le déficit vivrier n'est pas prêt de se résorber, le nombre de « vrais pauvres » ruraux va s'accroître, et la question de savoir comment sera assurée dans l'avenir la subsistance marchande dans les campagnes est loin d'avoir trouvé une solution.

Bibliographie

Alpha Gado, B. (1993), *Une histoire des famines au Sahel*, Paris, L'Harmattan, Paris.

Bierschenk, T. et Olivier de Sardan, J.-P. (1997), "ECRIS: Rapid collective inquiry for the identification of conflicts and strategic groups", *Human Organization*, 56(2), pp. 238-244.

Blundo, G. et Olivier de Sardan, J.-P. (2006), *Everyday corruption and the State. Citizens and Public Officials in Africa*, London, Zed Books.

Detienne, M. et Vernant, J.-P. (1974), *Les ruses de l'intelligence : la métis chez les Grecs*, Paris, Flammarion.

Doka, M. et Monimart, M. (2003), Pression foncière et nouvelles formes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ?, Londres, IIED.

Jaffré, Y. et Olivier de Sardan, J.-P. (eds) (1999), *La construction sociale des maladies. Les entités nosologiques populaires en Afrique de l'Ouest*, Paris, PUF.

Olivier de Sardan, J.-P. (1999a), « L'espace public introuvable. Chefs et projets dans les villages nigériens », *Revue Tiers Monde*, 157, pp. 139-167.

Olivier de Sardan, J.-P. (1999b), "A moral economy of corruption in Africa?", *The Journal of Modern African Studies*, 37(1), pp. 25-52, repris in R. Williams (ed) "Explaining corruption" (The politics of corruption, vol. 1).

Raynaut, C. (1977), « Circulation monétaire et évolution des structures socio-économiques chez les Haoussas du Niger », *Africa*, 47(2), pp. 160-171.

Scott, J. (1990), *Domination and the Arts of Resistance: Hidden transcripts*, London, Yale UP.

Scott, J. (1985), *Weapons of the weak*, Yale, Yale University Press.

Rapports

Acción contra el Hambre (2005), *Etude de l'état nutritionnel et du taux brut de mortalité chez les enfants âgés de 6 à 59 mois des zones agricole, agropastorale et pastorale des régions rurales de Maradi et de Tahoua*, Niger.

Atta, S., Seroussi, M., Kourguéni, I. A., Koché, H. et B. Barrère (1998), Enquête démographique et de santé, Niger, Claverton, Maryland, USA : Care International/Niger et Macro International.

CARE International Niger et BARA/Université d'Arizona (1997), *Evaluation de la sécurité des conditions de vie dans le département de Maradi.*

Chen, D. (2006), *L'intégration des programmes d'aide alimentaire aux politiques de développement du Niger : le cas de la crise alimentaire 2004-2005*, Paris, DIAL-AFD.

Delpeuch, F. (2006), *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : synthèse concernant les aspects nutritionnels*, IRAM.

Egg, J., Michels, D., Blein, R. et V. Alby Florès (2006), *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005*, rapport principal, Paris : IRAM.

Giovalucchi, F. (2006), *La crise alimentaire au Niger* (Powerpoint), Niamey, AFD.

INS-SAP-SIMA, (2006), Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité des ménages. Rapport préliminaire d'analyse des résultats (juillet), Niamey.

Koné, M. (2006), La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique, Niamey, LASDEL.

Koné, M. et O. Touré (2006), *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur les conditions de vie des ménages dans les régions de Maradi et Zinder*, IRAM.

Médecins sans Frontières -MSF- (2005), *'Ici l'enfant n'a pas de valeur'* Sécurité alimentaire, malnutrition et développement au Niger.

Michiels, D., Alby Flores, V. et T. Voituriez (2006), *Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : documents complémentaires au rapport principal*, IRAM.

PAM et HKI, (2005), Evaluation de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois dans les régions rurales de Maradi et de Zinder. Rapport de deux enquêtes. Niamey (avril).

Souley, A. (1996), Tamowa (2), Marseille : Bulletin du programme de recherche « *Concepts et conceptions populaires relatifs à la santé, à la souffrance et à la maladie* », Vol. 4.